

*l'Anti*capitaliste

n°305 | 1er octobre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

8
O
C
T
O
B
R
E



UNIR
NOS
COLÈRES

DÉFENDRE
NOS DROITS

Dossier

**Ebola & OMS,
la banqueroute morale
du capitalisme**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Les vieilles recettes militaires
de Hollande et Valls
Page 2

PREMIER PLAN

Volkswagen : la triche
au cœur du capitalisme
Page 3



ACTU POLITIQUE

MigrantEs : la colère
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Tribunes de Grèce
Page 12



édito

Par JACQUES BABEL

Les vieilles recettes militaires de Hollande et Valls

Nous vivons décidément dans un pays formidable, privilégié, où les pouvoirs politiques et médiatiques continuent au 21^e siècle de trouver normal d'envoyer des avions militaires bombarder à 3500 km des frontières, pour l'occasion en Syrie... Ils prétendent assurer ainsi un droit à la « légitime défense » face à des menaces d'attentats, voire aider à résoudre la crise internationale des réfugiés.

Quelle hypocrisie d'un impérialisme qui sous Hollande/Valls reproduit les mêmes vieilles recettes ! Une fois encore, la « puissance » française n'aide pas, mais s'arroge le droit de se substituer à la souveraineté des peuples par des interventions militaires directes, des bombardements, dont on est sûr des résultats contre-productifs profonds : rappel d'un passé colonial honni, « dommages collatéraux » sur les populations, renforcement de la propagande de l'État islamique-Daesh en tant qu'ennemi des grandes puissances coalisées... Et cerise sur le gâteau, la reprise de la coopération avec le tyran de Damas pour l'accès à son espace aérien, voire pour une « solution politique » à son avantage pour laquelle Poutine pèse toujours plus... Alors qu'Assad est bien le premier créateur de réfugiés ! Nous refusons ces aventures militaires aux coûts démesurés, des budgets que l'on ne trouve pas pour les interventions civiles d'urgence (l'aide internationale a diminué de moitié pour les camps de réfugiés syriens)... Pour l'État français, c'est une stratégie de gesticulation martiale et de promotion de l'industrie de la mort vendue aux pires oppresseurs de la région, et le triste jeu diplomatique-militaire qui se renoue entre les puissances mondiales et régionales, de la Syrie à l'ONU, entre les États-Unis et la Russie, l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. Un jeu cynique qui se fait sans et contre les populations du Moyen-Orient, Syriens, Irakiens, Kurdes, Libanais, Palestiniens...

Quant aux centaines de milliers de réfugiés qui fuient la Syrie, comme d'autres guerres et répressions de masse, leur accueil et leur protection sont une obligation selon les conventions internationales. Cette obligation ne peut être soumise à quotas, tris sociaux, substitutions sordides aux migrantEs qui fuient d'autres oppressions, d'autres crises, économiques ou climatiques, produits d'une mondialisation destructrice. Notre responsabilité, la solidarité pleine et entière entre celles et ceux qui luttent contre toutes les oppressions, comme avec celles et ceux qui les fuient.

BIEN DIT

On fait voir à Unilever que l'on est toujours vivant et que l'on peut rivaliser avec eux.

GÉRARD CAZORLA, directeur de Scop-TI à Gémenos (13)... et ex-salarié de Fralib en lutte, sur France info vendredi 25 septembre, à l'occasion du lancement de leur marque 1336 (le nombre de jours de lutte...) en grande surface

À la Une

8 octobre : unir nos colères, défendre nos droits

En cette rentrée, les luttes sociales ont bien des difficultés à se hisser au niveau des attaques engagées et programmées par un gouvernement, véritable bras armé du patronat. Les attaques aériennes en Syrie, les sinistres discussions/tractations autour de « l'accueil » des réfugiés, les macroneries à répétition, les turpitudes des pollueurs-menteurs de l'industrie automobile, prennent le pas, au moins médiatique, sur les résistances sociales.

Presque chaque jour, un représentant du patronat, un homme politique de droite ou de « gauche », mais le plus souvent un ministre et surtout le plus nuisible d'entre eux, Macron, promettent de s'attaquer au monde du travail. Une politique dont Hollande et Valls sont clairement les initiateurs.

Ils sont à l'offensive

Ils veulent nous faire travailler plus longtemps en cassant les 35 heures et en repoussant toujours plus l'âge de la retraite. Pour Macron, il faut s'attaquer au statut des fonctionnaires assurant encore sécurité de l'emploi et déroulement de carrière à l'abri, relatif, de la course à la rentabilité et du chantage au chômage. Les chômeurEs vont être soumis à un renforcement des contrôles dont le seul objectif est de tenter de trafiquer des statistiques auxquelles Hollande fait mine de lier son avenir. Le ministère de la Santé prévoit la fermeture de 67 services d'urgence, soit 10 %, et les journées de RTT sont toujours dans le collimateur de Hirsch-Touraine.

Dans l'Éducation nationale, alors que les effectifs débordent des amphithéâtres en faculté, la réforme des collèges, toujours d'actualité, vise à amplifier la mise en place d'une éducation à deux vitesses.

La volonté de faire un saut qualitatif

Le sondage/référendum imposé aux salariéEs par la direction de l'usine Smart montre la voie que souhaite suivre le patronat : chantage sur l'avenir d'un site, auquel les salariéEs ne pourraient répondre que par l'acceptation de reculs sociaux.



PHOTOOTHÈQUE ROUGE/JMB

Mais cette offensive est freinée par un droit du travail dénoncé comme un obstacle à l'embauche, un statut de la fonction publique jugé trop protecteur et ralentissant la privatisation des services publics.

Contre le code du travail, le rapport Combrexelle et ses 44 propositions propose de soumettre les droits des salariéEs au chantage à l'emploi, à la fermeture de sites, au rapport de forces entreprise par entreprise. Fini l'encadrement des droits par la loi

de la convention collective, et vive la mise en concurrence des travailleurEs les uns contre les autres...

Enfin, le Protocole sur les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations (PPCR) s'attaque au statut des fonctionnaires tout en maintenant l'austérité sur les salaires.

Construire les résistances

Pourtant, en cette rentrée, les salariéEs, les enseignantEs, les personnels de l'AP-HP, ont repris le

chemin des mobilisations, malgré la coupure estivale et les tergiversations des directions syndicales. Face à l'offensive gouvernementale et patronale, CFDT-CFE-CGC et CFTC assument franchement le choix d'un soutien à peine critique, de même que la FSU qui approuve le PPCR. Les tergiversations de FO risquent fort de ressembler à un refus de mobiliser. Quant aux directions de la CGT et de Solidaires, au-delà du rejet du PPCR, elles doivent refuser de s'inscrire plus longtemps dans tous les processus d'un « dialogue social » qui ne donne la parole qu'au patronat, pour son seul bénéfice. Mais il est aussi plus que temps d'en finir avec les journées d'action séparées par profession, par syndicat. Nous devons tout faire pour que la journée de ce jeudi 8 octobre, à l'initiative de la CGT, Solidaires et la FSU, permette de faire franchir un pas aux luttes. Nous devons rassembler les colères, unifier les revendications, multiplier les débrayages, les cortèges unitaires partant des entreprises... Faire de cette initiative une journée combative qui donne envie de continuer, d'étendre les mobilisations, de combattre les politiques gouvernementales.

Robert Pelletier

En grève, dans la rue, MOBILISATION jeudi 8 octobre

Dans toute la France et à Paris, à 14 heures place de la République

VOLKSWAGEN

La triche au cœur du capitalisme

Il est des scandales qui révèlent la corruption d'une entreprise ou d'une société. Celui commencé chez Volkswagen, et qui embrase maintenant toute l'industrie automobile mondialisée, fait partie de ces événements ravageurs, la fraude révélée concernant au moins quatorze millions de voitures...

On a l'habitude de les dénoncer, mais autre chose est la révélation à l'échelle du monde entier de l'ampleur des tricheries.

La partie immergée de l'iceberg

Alors que certains veulent opposer le « bon » capitalisme industriel à la « méchante » spéculation financière, la morale des uns n'a visiblement rien à envier à celle des autres. En effet, la révélation du scandale libère les informations.

On vient ainsi d'apprendre que seul

un véhicule sur 10 respecte les normes anti-pollution. « Il est fort probable que d'autres constructeurs aient recours à des logiciels destinés à optimiser les tests en laboratoires, en particulier ceux qui utilisent des moteurs diesel », a aussi déclaré une responsable de Transport et environnement¹ à l'origine de la divulgation de ces données. Aussi, le diesel propre est une fable, qu'il soit étiqueté allemand ou français. Le « Stop à l'impunité du made in Germany » de Jean-Luc Mélenchon, outre qu'il ignore les liens étroits entre constructeurs automobiles, détourne

les salariéEs de la lutte contre leur adversaire commun.

Rabaisser les normes... pour plus de profits

Pourtant, pour l'Europe, ces normes, dont on apprend qu'elles ne sont pas appliquées, sont régulièrement renégociées avec les constructeurs automobiles depuis 1993. Pas de naïveté : santé publique et réchauffement climatique ne sont pas leurs premières motivations car les intérêts concurrentiels savent se faire entendre. Aux États-Unis, la plus grande sévérité des

normes sur le diesel, loin d'être due à une passion nord-américaine pour l'écologie, est une mesure de type protectionniste pour les constructeurs nord-américains non spécialisés dans ce type de moteurs.

L'industrie automobile n'est pas sortie stabilisée de la crise de 2008-2009, et la concurrence s'exacerbe sur tous les marchés. Ce qui se passe aujourd'hui en est la conséquence. En juillet dernier, l'Association européenne des constructeurs automobiles s'alarmait : « alors qu'elle était la plus profitable au monde en 2007 avec 15 milliards de profits, l'industrie automobile européenne a vu ses marges fondre pour répondre au durcissement des normes et a enregistré un milliard de pertes en 2012 »². Et le PDG de Renault d'enfoncer le clou : « les investissements pour la réduction des émissions de CO₂ seront plus efficaces dans d'autres secteurs que dans celui du transport. »³ Et cela n'empêche pas Renault d'être

Un monde à changer

LA NOVLANGUE SOUS HOLLANDE. « *Tout se perdait dans le brouillard. Le passé était raturé, la rature oubliée et le mensonge devenait vérité* », a écrit George Orwell dans son roman 1984 où, jour après jour, les dominants s'acharnent à détruire le passé, à faire du mensonge la vérité et à transformer le langage en une « novlangue » destinée à rendre impossible l'expression des idées potentiellement subversives. « *Le libéralisme est une valeur de gauche* » a déclaré Emmanuel Macron dimanche 27 septembre devant un colloque organisé par le Monde. Et tout le gratin invité de s'esbaudir devant ce ministre qui énonce sa volonté de « *rénover la pensée profonde de la gauche* ». Le capitalisme avait déjà forgé sa propre langue pour dissimuler la réalité : « *archaïsmes* » pour acquis sociaux, « *plan de sauvegarde de l'emploi* » pour licenciements, « *partenaires sociaux* » pour patronat et syndicats, « *réforme* » pour reculs

sociaux, etc. Toutes expressions reprises avec zèle par la gauche gouvernante. Avec Macron, on va plus loin : il s'agit d'intégrer que le noir est blanc. Une expression héritée du 19^e siècle assimilait pourtant le libéralisme au « *renard libre dans le poulailler libre* » : le renard libre de dévorer les poules qui volettent dans le poulailler, mais ne peuvent en sortir. Il était aussi largement admis à gauche (y compris parmi les plus réformistes des réformistes) que le libre jeu du marché ne conduisait pas à la situation la meilleure pour tous, notamment pour « ceux d'en bas ». La liberté laissée à la finance avait même été dénoncée par beaucoup au moment de la crise financière de 2008. Vieilleseries que tout cela pour Macron qui déclare dans le même entretien qu'il a été « *très heureux dans le métier de banquier.* » CQFD...

MIGRANT-E-S En accueillir trop peu, pour l'UE c'est encore trop !

La semaine dernière, les dirigeants européens, réunis pour un sommet d'urgence consacré à la question des migrantEs, ont une nouvelle fois fait preuve d'indigence politique face à la gravité de la situation.

Les ministres de l'Intérieur de l'Union européenne se sont d'abord réunis mardi 22 octobre pour s'accorder sur l'idée de quotas de « réfugiés » à répartir en fonction de chaque pays. Ce choix des quotas n'est pas sans poser de problème, car il ne tient pas compte des réseaux sociaux et familiaux des migrants qui, organisés en diaspora, préfèrent souvent rejoindre des pays où une partie de leur communauté réside déjà. Mais surtout, le chiffre acté par la Commission européenne, 120 000 « réfugiés » sur deux ans, est loin de répondre à l'urgence et aux capacités d'accueil des pays européens : l'Union européenne avait reçu 600 000 demandeurs d'asile en provenance d'ex-Yougoslavie en 1992... Forte de ses 550 000 millions d'habitantes et de son PIB parmi les plus élevés au monde, l'Union européenne refuse de faire face au drame humanitaire qui se déroule à ses frontières et dont elle est en grande partie responsable. Pourtant, même cette mesure a dû être soumise au vote et non à l'approbation par consensus comme c'est le plus



Parqués dans des camps... Bienvenue dans l'Union européenne. DR

fréquemment le cas dans les institutions européennes. La Hongrie, la Roumanie, la République tchèque et la Slovaquie se sont prononcées contre les quotas, des dissensions qui s'étaient déjà traduites par le rétablissement partiel des frontières au sein de l'espace Schengen.

Verrouiller les portes de l'Europe... ou ouvrir les frontières ?

Par contre, dès le lendemain, les chefs de gouvernement de l'UE ont su se mettre d'accord... en augmentant le financement de l'agence Frontex

chargée du contrôle des frontières déjà dotée d'un budget annuel de 114 millions d'euros. Une agence qui sera désormais chargée de l'installation et de la gestion des « hot-spot », véritables centres de rétention aux portes de l'Europe, principalement en Italie et en Grèce. Les migrants y seront enregistrés, leurs empreintes digitales relevées, afin de faciliter le tri entre « bons » et « mauvais » réfugiés politiques... et surtout en écartant les migrants économiques qui eux devront rapidement être expulsés vers leur pays d'origine.

Face aux drames des migrants, l'Union européenne a donc pour seule ambition de renforcer l'Europe forteresse et le « contrôle des flux migratoires ». De plus, elle va débloquent une aide d'un milliard d'euros pour « fixer » les réfugiés près de leur pays d'origine, c'est-à-dire en Jordanie, au Liban et en Turquie, pays qui accueillent déjà à eux trois plusieurs millions de réfugiés¹. Or, de telles concentrations de déplacés dans une région si instable peuvent être à leur tour facteur de conflit. D'autant plus qu'avec les frappes françaises en Syrie, le nombre de réfugiés dans les pays limitrophes risque encore d'augmenter. Face aux flots continus d'hommes, de femmes et d'enfants arrivant chaque jour aux portes de l'Europe, la stratégie européenne se résume à celle de l'endiguement, occultant totalement sa responsabilité dans le chaos du monde. Il paraît pourtant vain de vouloir enrayer le phénomène migratoire : les estimations les plus basses, celles de l'agence Frontex, avancent le chiffre de 500 000 migrants arrivés en Europe depuis janvier 2015, soit déjà plus du double que pour l'année 2014. La guerre et la misère ne peuvent que rendre ces chiffres exponentiels. L'ouverture des frontières européennes et la liberté de circulation et d'installation sont bien les seules mesures à même de répondre à cette urgence.

Camille Jouve

1- Une aide qui existait auparavant mais qui a été drastiquement diminuée : seul 38 % du budget alloué a été versé aux agences de l'ONU chargées des camps de réfugiés pour l'année 2015.

Le chiffre + 6 %

C'est la hausse des salaires des patrons du CAC 40 en 2014. Et non seulement les patrons encaissent, mais ils se sucent : en moyenne, ils ont gagné 4,2 millions d'euros chacun. Le mieux payé ? Carlos Ghosn : 15,2 millions d'euros (cumulant deux rémunérations, Renault et Nissan).



Agenda



Jeudi 8 octobre, réunion publique NPA sur le climat, Rennes. « *Changeons le système, pas le climat !* », avec Christine Poupin, à 20 h à la Maison des associations, 6 cours des Alliés (métro Charles-De-Gaulle).

Jeudi 8 octobre, réunion publique NPA sur les migrants, Paris 10^e. « Contre l'Europe forteresse, solidarité avec les migrants ! », avec Olivier Besancenot et Anzoumane Sissoko, à 20 h au bar La Maison, 65 bd de la Villette (métro Colonel-Fabien).

Samedi 10 octobre, fête du NPA 33, Cenon. Avec Philippe Poutou, de 14 h à 23 h, salle Victor-Hugo. Programme : <https://npa2009.org/evenement/fete-du-npa-bordeaux>

NO COMMENT

Nous sommes un pays judéo-chrétien – le général de Gaulle le disait –, de race blanche, qui accueille des personnes étrangères. J'ai envie que la France reste la France. Je n'ai pas envie que la France devienne musulmane.

Nadine Morano, sur l'antenne de France 2, samedi 26 septembre

un sponsor de la COP21 de Paris ! Alors que les émissions de CO₂, facteur du réchauffement climatique, sont le fait des moteurs à essence, l'effet cancérigène des particules les plus fines d'oxyde d'azote émises par les moteurs diesel est validé par l'OMS depuis 2012. Il n'empêche qu'autoproclamés experts en santé publique, les constructeurs automobile continuent à nier ce fait avéré. La préparation de la fin du diesel, sans destruction d'emploi ni pénalisation des populations condamnées à l'usage des voitures les plus vieilles, est une question pour aujourd'hui.

Valls et Macron au secours des constructeurs automobile PSA et Renault, spécialisés en Europe dans le moteur diesel, ont été incités à continuer par Valls et Macron. C'est le même aveuglement qu'après Fukushima, où la firme publique Areva a poursuivi ses investissements

nucléaires, avec en conséquence différée les massives suppressions d'emploi d'aujourd'hui. Les dirigeants sauront toujours s'en sortir, à l'exemple du président de Volkswagen « remercié »... avec 25 millions d'euros ! Au « *N'ayez pas peur !* » de Macron relisant les fiches des constructeurs automobile pour vanter le diesel, il faut opposer l'exigence d'une transparence fondée sur les lanceurs d'alerte et des travaux indépendants, les salariés du rang y participant avec leur expérience. Celle-là même qui, après des décennies de combat, avait permis de commencer le procès de l'amiante. Le scandale d'aujourd'hui est l'expression condensée d'un système fondé sur la concurrence, la propriété privée et le profit de quelques-uns. Les fraudes se sont développées à cette échelle car le secret garantit, croyaient-ils, l'impunité aux puissants. La levée du secret qui préside aujourd'hui aux



opérations industrielles et financières dans tous les domaines de la production capitaliste est une exigence élémentaire à conquérir. Et c'est bien le procès du mode de production capitaliste qu'il faut instruire. **Jean-Claude Vessilier**

1- Fédération d'une cinquantaine d'ONG actives dans le domaine du transport et environnement. Interview à *l'Usine nouvelle* du 22 septembre 2015.
2- Déclaration du secrétaire général de l'ACEA, le 3 juillet 2015.
3- Déclaration de Carlos Ghosn, INSEAD, le 3 septembre 2015.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

IMPRIM'VERT®

MICHEL ONFRAY

Ce réac persécuté



Idées frelatées, vues à la télé... DR

Michel Onfray est partout. En un an, le philosophe pour médias a écumé les plateaux...

Partout... À la télévision et sur les antennes des radios, une trentaine d'apparitions, du « Grand journal » de Canal + à « On n'est pas couché » sur France 2 en passant par la matinale de France Inter ou « le Club de la presse » sur Europe 1, concurrençant très sérieusement BHL sur son propre terrain. Et qu'y a-t-il répété en boucle ? Cette petite musique très à la mode chez les intellectuels et les journalistes réactionnaires : « On ne peut plus rien dire ».

Croisade contre la « bien-pensance »

À l'instar d'Éric Zemmour, de *Valeurs actuelles*, des éditorialistes du *Figaro* ou d'Alain Finkielkraut, Michel Onfray a repris à son compte la posture du dissident en butte aux critiques, voire même à la censure, de ce qu'il nomme, comme ses nouveaux compagnons, la « bien-pensance », ou le « politiquement correct ». Ainsi, dans le monde de Michel Onfray, on ne pourrait plus émettre aucune critique au sujet, pêle-mêle, de l'islam (conquérant), des études de genre (délirantes), de l'empathie pour les migrants (émotionnelle), etc. On se demande dans quel monde vit Michel Onfray. La France de 2015 serait en effet, à l'entendre, le pays de l'ouverture vis-à-vis des musulmans, de la générosité à l'égard des migrants et de l'égalité femmes/hommes et homos/hétéros... Ah bon ? Et tous ceux qui refuseraient ce consensus égalitariste béat seraient pourfendus et maltraités dans les médias. Ah bon (bis) ? Pire encore, ce « *totalitarisme intellectuel* » (rien que ça) ferait le jeu du Front national car il traduirait un « *mépris du peuple français* » par ses « *élites bien-pensantes* ».

À la recherche du « vrai peuple »

C'est ce qu'a expliqué Michel Onfray dans une interview accordée il y a trois semaines au *Figaro*, le journal du dissident Serge Dassault : « *Ce peuple, notre peuple, mon peuple, est oublié au profit de micropeuples de substitution : les marges célébrées par la Pensée d'après 68 – les Palestiniens et les schizophrènes de Deleuze, les homosexuels et les hermaphrodites, les fous et les prisonniers de Foucault, les métis d'Hocquenghem et les étrangers de Schérer, les sans-papiers de Badiou. (...) C'est à ce peuple que parle Marine Le Pen. Je lui en veux moins à elle qu'à ceux qui la rendent possible* ». En résumé, et ce même si Michel Onfray concède qu'il faut que « *ces marges cessent de l'être* » (sans expliquer comment) : « *Si on ne fait rien qu'à s'occuper tout le temps des Musulmans, des migrants, des Palestiniens et des homos, bah faut pas s'étonner que le vrai peuple, le bon peuple, il vote FN* ». Ou comment mettre en contradiction, qui plus est sur la base d'une réalité fantasmée, les intérêts des groupes victimes d'oppressions spécifiques et les intérêts de l'ensemble de la population. Et comment expliquer que les immigrés et les LGBTI (entre autres) ne feraient pas partie du « peuple »... Critiqué par certains à gauche, notamment suite à ces déclarations au *Figaro*, Michel Onfray se drape dans l'habit de la victime, de l'intellectuel hétérodoxe persécuté par la « bien-pensance ». Alors qu'il suffirait tout simplement que cet ancien compagnon de route de la gauche radicale admette qu'il se situe aujourd'hui, à l'instar de bien d'autres « ex », du côté de la réaction. La liste de ceux qui lui ont récemment apporté leur soutien parle, à ce titre, d'elle-même : Alain Finkielkraut, Pascal Bruckner, Jean-François Kahn ou encore... Éric Zemmour. Une belle brochette de « dissidents »... **Julien Salingue**

MIGRANT-E-S La colère

De retour de Calais, le même mot revient en boucle : « choqués ». La plupart n'ont pas réussi à dormir la nuit qui a suivi. Et pourtant les situations dramatiques, Diallo, Alioune, Mariama, Ali et les autres, ils connaissent...

Is et elles – 150 sans-papierEs et soutiens de la Coalition internationale des sans-papiers et migrantEs (CISPM), venus d'Italie, d'Allemagne, de Belgique et de France – sont allés manifester à Calais vendredi 25 septembre. Puis ils sont allés rencontrer les migrantEs dans le campement appelé « la jungle ». « *En Afrique même on n'a jamais vu des situations comme ça...* », a dit Alioune membre de l'Union nationale des sans-papiers (UNSP). Réunis à Paris le lendemain, et participant à l'événement Alternatiba sur le climat, ils sont plus que jamais décidés à faire connaître la réalité à tous ceux qui pensent que le gouvernement accueille les réfugiésEs...

« Accueil »

Car la situation à Calais est le symbole d'une réalité qui ne colle pas avec la communication des autorités. À Paris, porte de Saint-Ouen, des réfugiés syriens – hommes, femmes et enfants – croupissent dans un campement de fortune. Sur plainte de la mairie, le tribunal administratif de Paris a ordonné ce même vendredi l'expulsion sous un mois des 500 migrantEs du lycée occupé du 19^e arrondissement. La révolte couve dans les centres dans lesquels ont été envoyés les migrants « mis à l'abri » tout l'été. Au centre Aurore de la place de Clichy, les migrantEs ont même entamé dimanche une grève de la faim pour protester contre les conditions d'accueil.... Et le 9 octobre, un migrant et



3 soutiens passent en jugement pour avoir apporté au mois d'août leur soutien à des réfugiés qui avaient décidé d'occuper leur centre Emmaüs dans le 14^e. Anne Hidalgo a prévenu qu'elle voulait « *faire un exemple* ».

Solidarité

Le mouvement de solidarité qui s'est développé cet été et qui a été médiatisé suite à l'image du cadavre d'Aylan est à un tournant. Il ne s'agit plus seulement de dons et de se satisfaire d'appels abstraits à « l'accueil ». Les moyens existent pour accueillir réellement les migrants, les héberger et régulariser leur situation, qu'ils soient considérés comme réfugiés ou sans-papiers. Cela exige désormais une

mobilisation contre l'hypocrisie des autorités. À Perpignan, la mobilisation autour de déboutés du droit d'asile occupant un immeuble a permis de gagner au tribunal : leur expulsion a été refusée. À Rennes ce samedi 26 septembre, la manifestation réunissant migrants et soutiens a rassemblé 1500 personnes, la plus grosse mobilisation de ces dix dernières années sur cette question. La CGT PSA de Mulhouse a diffusé un tract dénonçant les préjugés : « *Regardez comment un préfet du Pas-de-Calais parlait des mineurs polonais en 1929 pendant la crise* »... À Paris, un comité de soutien se constitue porte de Saint-Ouen, avec notamment des personnels du centre hospitalier de Bichat, et a

appelé à un rassemblement le mercredi 30 septembre. Les soutiens du 18^e organisent une assemblée de quartier le soir même. La CISPM prépare des mobilisations européennes, notamment à l'occasion du sommet de Malte des 11 et 12 novembre réunissant des chefs d'État du monde entier sur la question migratoire. Un cortège de migrantEs de toute l'Europe sera aussi à la manifestation sur le climat le 29 novembre à Paris.

Manifestation

En Hongrie, le gouvernement autorise désormais la police à tirer sur les migrantEs. L'Allemagne elle-même ferme ses frontières. Et tous les pays européens publient des messages pour « *dissuader les migrants de venir* ». C'est aussi le message principal de Manuel Valls qui assure que la France n'accueillera pas plus de 30 000 réfugiésEs, soit 5 réfugiés pour 10 000 habitants ! Alors que, partout, l'extrême droite durcit ses discours et menace de passer à l'acte, la mobilisation est urgente. Ce dimanche 4 octobre, une manifestation a lieu à Paris. Deux ans après le drame de Lampedusa du 3 octobre 2013, il s'agit de dénoncer toute l'hypocrisie des discours tenus alors par les dirigeants européens. L'appel pour la liberté de circulation exige des solutions : « *Qu'ils/elles soient nommés réfugiésEs, migrantEs ou sans-papiers, nous exigeons des droits égaux pour touTEs, des titres de séjour, l'accès aux soins et au logement. Et face à l'urgence de la situation, ouvrons les frontières, liberté de circulation pour toutes et tous* ». Ces solutions sont les seules à même de répondre à la situation et d'empêcher les drames en cours et la propagation du racisme. Manifestons pour envoyer un message clair : l'heure de la communication est terminée, nous sommes en colère. « *De l'air, ouvrez les frontières !* » **Denis Godard**

RÉGIONALES Les grandes manœuvres du PS

À quelques semaines des élections régionales, face à la dispersion de la « gauche » et à sa défaite annoncée, Cambadélis, le secrétaire national du PS, a trouvé LA solution : un référendum « pour l'unité dès le premier tour ». Une triste manœuvre qui sur le fond ne changera pas grand-chose..



Et en plus il en est fier... PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB

droite de gagner les prochaines élections. Concrètement ce référendum aura lieu sur les marchés et par internet. À l'annonce de ce référendum surprise, les réactions ne se sont pas fait attendre. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'idée ne fait pas beaucoup d'adeptes à l'extérieur... tout comme à l'intérieur du PS. Pour Pierre Laurent, c'est une

« *petite opération politicienne* ». Gérer avec le PS oui, mais que cela ne se voit pas trop non plus... Emmanuelle Cosse s'étonne « *qu'on veuille gommer l'étape du premier tour* ». Et au second, il faut s'effacer devant la gestion social-libérale ? Mélenchon a fustigé « *le pistolet sur la tempe Front national pour nous faire faire n'importe quoi. Il y en a marre !* ». Oui mais encore ? En interne, ce n'est pas non plus l'enthousiasme, en particulier à « l'aile gauche » dont beaucoup ont déjà indiqué qu'ils ne participeraient pas à cette mascarade. Certains comme Jérôme Guedj estime qu'« *il ne peut y avoir d'unité de la gauche sans rassemblement sur le fond* ». Sans préciser le quel...

La faute aux autres ?

Sous prétexte de combattre le FN et la droite et pour tenter au passage de sauver ses conseillers régionaux (à défaut de ses régions), le PS demande à tout prix à la gauche institutionnelle de s'aligner... derrière lui. Et si cela ne se fait, la défaite sera donc due aux diviseurs.

Malheur à eux ! Im-pa-ra-ble... et vieux comme le monde. Pour Cambadélis, s'appuyant certainement sur la cogestion de la grande majorité des régions avec EELV et le PCF, la division n'est pas une question de fond mais seulement de tactique politicienne... Certains voudraient voler le leadership au PS. Selon lui, « *Les Verts et le Parti de gauche (...) ne visent pas à gagner pour gérer la région, promouvoir l'écologie, voire assurer la défaite du Front national, mais à ériger sur la défaite de la gauche un nouveau pôle de radicalité* ». On remarquera que les camarades du PCF sont épargnés par cette critique de haute volée... Et pas un mot sur la politique menée depuis plus de trois ans. Rien sur l'incapacité de ce gouvernement à inverser la courbe du chômage, sur les milliards offerts sur un plateau au patronat, sur la loi Macron, la réforme contre le code du travail... Plutôt que sa lamentable manœuvre, que Cambadélis interroge donc « le peuple de gauche » sur ces questions... **Sandra Demarcq**

ÉGYPTE

Des élections sur fond de reflux

L'Égypte a fait la une pour la «bavure» terrible de l'armée égyptienne dimanche 13 septembre: 12 touristes tués et 10 blessés pris pour des terroristes de Daesh qu'elle poursuivait dans le désert de Libye. Du coup, les derniers espoirs de voir le tourisme repartir s'envolent, ce qui ne va pas améliorer la situation économique.

L'Égypte vit sous perfusion : 30 milliards de dollars d'aide prodigués par les pays du Golfe depuis juillet 2013. L'inflation annuelle est à 11 %. On parle de plus en plus de la dévaluation de la livre égyptienne et les revenus attendus de la réserve gazière découverte récemment au large des côtes égyptiennes ne seront pas là avant au moins trois ans. Pourtant un train de mesures en faveur des couches les plus pauvres permet au gouvernement de faire passer la pilule.

«Élites» corrompues et manifestation
 En revanche, la corruption des grands est toujours bien vivace. Le ministre de l'Agriculture du gouvernement Mahlab a été arrêté pour corruption le lendemain de sa démission forcée. Même si rien n'a été dit officiellement, il semble bien que le changement de gouvernement et de Premier ministre, remplacé par le ministre du Pétrole, à quelques semaines des législatives, soit dû au fait que plusieurs ministres étaient eux aussi impliqués dans des affaires de corruption. Samedi 12 septembre était le jour prévu de la manifestation des fonctionnaires, appelée par un front Tadamon (Solidarité) de 35 syndicats indépendants contre la loi de la Fonction publique qu'ils



contestent depuis sa promulgation. Leur rassemblement prévu dans le parc de Fostât, complètement excentré, a tourné court (45 minutes de sit-in), parce que les forces de l'ordre ont usé de tous les moyens pour le saboter... Ainsi les bus venant de province ont été stoppés aux portes du Caire; toutes les rues alentour avaient été fermées et les manifestants contraints de marcher ont été forcés de faire des kilomètres pour entrer par la porte arrière du parc, ce qui en a découragé un bon nombre. Le ministère de l'Intérieur a même eu recours à des voyous, soi-disant habitants du quartier, qui

manifestaient contre les syndicalistes et chantaient des chants à la gloire de l'armée. Grand retour en arrière ! Digne des heures les plus noires de l'ère Moubarak...

Les législatives approchent...
 Dans ce climat délétère, les élections législatives prévues du 18 octobre au 23 novembre ne passionnent pas les foules, d'autant que le système de scrutin est très compliqué. L'émiettement des forces politiques est extrême, et il règne pour l'instant une certaine confusion concernant les listes qui seront effectivement en présence. Les deux

principales devraient toutefois être :
 – celle qui soutient le régime avec d'anciens du PND (le parti de Moubarak), mais pour éviter tout risque de concurrencer Sissi, les juges «indépendants» ont écarté la candidature d'Ahmed Chafik, ancien Premier ministre de Moubarak et ancien candidat à la présidentielle.
 – celle des salafistes du parti El Nour qui, en l'absence totale des Frères musulmans éradiqués de la scène politique par les emprisonnements et les condamnations à mort, ont quelques chances d'obtenir un bon score. On est bien dans une période de reflux. Symbole très fort, la place Tahrir a été «embellie» par un monument à la gloire de la police. Sur injonction gouvernementale l'Université américaine du Caire détruit le mur de la rue Mohamed-Mahmoud, haut lieu des manifestations anti-SCAF (le Conseil supérieur des forces armées qui a été aux manettes après la démission de Moubarak) couvert de graffitis à la gloire de la révolution de janvier 2011. Certes les mouvements sociaux ne vont pas cesser, les causes socio-économiques sont trop profondes, mais la répression impitoyable contre toute opposition et l'absence d'alternative à gauche rend peu probable un quelconque tournant politique à court ou moyen terme.
D'Alexandrie, Hoda Ahmed

ÉTAT ESPAGNOL

Des urnes travaillées par la crise politique

En Catalogne, les résultats du scrutin de ce 27 septembre ont donné une majorité absolue de sièges aux forces indépendantistes.

Dans le cadre d'une augmentation importante de la participation (presque 80 %), c'est un plébiscite pour Artur Mas et dans une moindre mesure la CUP. La dynamique de polarisation a aussi permis une montée spectaculaire de Ciutadans, un parti unioniste et ultralibéral à l'allure moderne, anticorruption et sans image réactionnaire, qui a volé énormément de voix au PP, l'un des grands battus, au PS et même à la candidature promue par Pablo Iglesias. Ciutadans passe de 7 à 25 sièges et devient la deuxième force. Et le Parti socialiste catalan (PSC), malgré une perte importante de voix, freine sa «pasokisation». La candidature unitaire dirigée par Mas, «Junts pel sí», a gagné les élections tout en perdant des voix en comparaison à la somme de voix de CiU et ERC aux élections précédentes. C'est un succès politique énorme pour Mas, qui a su répondre à la rupture récente avec son partenaire historique, l'UDC, opposé à l'indépendance. Cela lui a permis de surfer sur la vague indépendantiste,



Crise politique, questions sociales... Pour la Catalogne rien n'est réglé. DR

avec le soutien d'un mouvement de masse structuré. Pour Mas, l'enjeu et la contradiction sont les suivantes : utiliser «Junts pel sí» pour opérer une refondation du nationalisme conservateur (affaibli par les politiques d'austérité) dans un cadre unitaire; gérer un mouvement qu'il ne contrôle pas, tout en évitant, ou tout au moins en retardant, toute vraie confrontation ouverte avec l'État espagnol. Mas va être poussé à continuer le processus d'indépendance malgré l'absence de majorité absolue en terme de voix.

Percée de la CUP, échec de «Catalunya sí que es pot»
 La CUP (les indépendantistes d'extrême gauche) a fait une très

bonne campagne, à l'aise dans un contexte de polarisation identitaire. Ils ont pu résister à la pression unitaire de «Junts pel sí» et opérer une radicalisation de gauche pour se différencier de Mas. Ils ont aussi profité la faiblesse de la campagne de «Catalunya sí que es pot» pour apparaître comme une force anticapitaliste, féministe, indépendantiste et républicaine décomplexée, partisane de la sortie de l'euro, critique de la capitulation de Syriza et soutenant Unité populaire en Grèce... Bref, ils ont rassemblé la radicalité de cette campagne. Le problème de la CUP est son alliance stratégique préalable avec Mas sur les questions d'indépendance et les pressions brutales en

vue de son soutien à l'investiture, même si aujourd'hui la CUP affirme son refus. L'autre problème structurel est qu'ils ont aussi gagné un électorat de centre-gauche, indépendantiste mais très unitaire par rapport au «processus», alors que leur lien avec la classe ouvrière organisée et les quartiers populaires des grandes villes restent très faibles. «Catalunya sí que es pot», l'alliance entre Pablo Iglesias (Podem en Catalogne, y compris sa direction, a été un observateur passif du grand chef...) et Iniciativa per Catalunya (les eurocommunistes verdissants) a été un échec. En premier lieu parce que la campagne s'est déroulée dans un contexte de modération de la ligne de Podemos, avec des accords «par en haut», très éloignés de ce qui par exemple a fait le succès d'Ada Colau à Barcelone. De plus, la campagne, profilée pour attirer les voix venues du PS (assez modérées et anti-indépendantistes), le soutien à Syriza, la démobilitation de Podemos (en pleine crise), et un discours sur le fond faible face au défi indépendantiste, expliquent un score faible (8,94 % et 11 sièges). Rappelons qu'avant l'été, les objectifs, toujours revus à la baisse, étaient de battre Mas, puis un plus tard de battre Ciutadans, puis d'avoir meilleur score que le PSC...
De Barcelone, Andreu Coll

BURKINA FASO

Victoire populaire contre le putsch



La résistance populaire a eu raison du coup d'État. DR

Les mobilisations populaires ont non seulement fait échouer le coup d'État contre le gouvernement de transition mais elles aussi empêché les manœuvres des dirigeants de la CEDEAO qui avalisaient les exigences des putschistes.

«Nous avons vu ce qui s'est passé. Nous avons su que le peuple n'était pas favorable. C'est pour ça que nous avons tout simplement abandonné»¹. Ce constat fait par Diendéré, le dirigeant du Régiment de sécurité présidentiel (RSP) et principal auteur du coup d'État raté, révèle l'importance des mobilisations populaires qui se sont déroulées à travers le pays. Dans les principales villes de province, où les hommes du RSP sont absents, les manifestations contre le coup d'État étaient quotidiennes. L'appel à la grève générale lancé par l'Unité d'action syndicale (UAS)², regroupant confédérations et syndicats autonomes, a été largement suivi : administrations, banques et marchés sont restés fermés. Quant aux forces armées du Burkina, elles sont intervenues suite aux pressions de plus en plus fortes des hommes du rang et des sous-officiers qui ne supportaient plus de voir une population réprimée dans le sang par une milice jouissant de privilèges exorbitants en comparaison aux autres corps militaires. Sur la route, les populations applaudissaient les troupes de l'armée venues des différentes provinces pour libérer Ouagadougou «du joug des terroristes». Les putschistes ont donc jeté l'éponge, et mercredi 23 septembre, comme son Premier ministre Issac Zida, le président Michel Kafando reprenait ses fonctions sous un tonnerre d'applaudissement à l'hôtel Laico, pour conduire le pays vers des élections libres et démocratiques.

Les masques tombent...

Diendéré a sous-estimé la volonté populaire et surestimé le poids de la CEDEAO qui regroupe les dirigeants des pays de l'Afrique de l'Ouest qui ont tenté, sous prétexte de médiation, de faire accepter parmi les Burkinabés et la communauté internationale les revendications des putschistes. En effet, autoriser les candidats liés à Blaise Compaoré, l'ancien dictateur, à se présenter aux élections présidentielles et législatives aurait permis qu'ils reviennent au pouvoir grâce à des élections truquées supervisées par les putschistes. La CEDEAO a donc clairement tenté de remettre en selle le clan de Compaoré, ce qui aurait assuré aux nerfs du RSP d'échapper à la justice dans les affaires de meurtres dans lesquelles ils sont impliqués, tel celui de Sankara ou du journaliste d'investigation Norbert Zongo. Ce coup d'État a eu le mérite de faire tomber les masques des dirigeants d'Afrique de l'Ouest dont la plupart sont des anciens comparses de Compaoré, ainsi que les dirigeants du CDP, l'ancien parti au pouvoir, qui en approuvant ce coup de force a confirmé la nature de cette organisation. Contrairement au souhait de Diendéré, *«Le putsch est terminé, on n'en parle plus...»*³, la dissolution du RSP, sumommé le Régiment de séquestration présidentielle, et l'ouverture d'une enquête judiciaire pour les quinze meurtres délibérés et de sang-froid de manifestants, ainsi que pour les nombreux blessés par balles, sont des mesures que la population attendait. Cette formidable mobilisation populaire en défense des acquis de la révolution est de nouveau un exemple et la preuve vivante qu'il est possible de faire échec à deux fléaux courants sur le continent : les coups d'État et leur corollaire, les dictatures.
Paul Martial
 1 – http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/23/au-burkina-faso-le-president-de-transition-de-retour-au-pouvoir_4768404_3212.html
 2 – <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/burkina-faso/article/burkina-faso-motion-de-greve>
 3 – http://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/coup-d-etat-au-burkina-faso/direct-burkina-faso-putschistes-et-loyalistes-s-accordent-sur-le-retour-du-president-renverse_1095953.html

COUPES BUDGÉTAIRES, INFLUENCE DES TRUSTS ET DES ÉTATS... UNE OMS MINÉE!

Après la pandémie grippale à H1N1 de 2009, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) a été accusée par le prestigieux British Medical Journal et par le Conseil de l'Europe d'avoir favorisé les trusts de la vaccination...

Elle aurait massivement poussé les États à investir dans l'achat de millions de doses de vaccins, alors que l'épidémie dans l'hémisphère sud avait été plus bénigne que la classique grippe saisonnière annuelle... Les experts du groupe OMS grippe étaient en fait liés à l'industrie pharmaceutique! Avec l'épidémie du virus Ebola qui a explosé en Afrique de l'Ouest en 2014 et a fait plus de 10 000 morts, c'est au contraire le silence, l'inaction et la désorganisation de l'OMS face à cette pathologie de pauvres dans des pays pauvres qui est en accusation.

L'OMS, ce coupable idéal

Il faut dire que si Ebola a émergé en Guinée en décembre 2013, ce n'est qu'en mars 2014 que le virus est repéré et signalé à l'OMS. L'OMS aura attendu huit mois d'épidémie et des milliers de morts pour déclarer le 8 août 2014 «une urgence sanitaire de portée mondiale». De plus, l'OMS a décidé en mars 2014... de ne pas accélérer la préparation d'un vaccin anti-Ebola. Joanne Liu, présidente internationale de Médecins sans frontières est d'ailleurs montée en septembre 2014 à la tribune de l'ONU à New York pour dénoncer la coalition mondiale de l'inaction : «L'OMS a déclaré que cette épidémie représente une urgence de santé publique de portée mondiale, mais ceci n'a pas donné lieu à une réponse significative. De fait, les États ont rallié une sorte de coalition mondiale de l'inaction.» Alors Ebola, symbole d'échec d'une OMS minée par les coupes budgétaires, sous influence du marché, des trusts et des États? Bien sûr, mais l'OMS est aussi un coupable idéal pour ceux qui veulent définitivement se débarrasser d'une agence qui a en charge la santé mondiale, alors qu'à l'ère de la mondialisation libérale, certains rêvent d'une politique de santé mondiale dominée directement par la Banque mondiale, les fondations privées et les trusts de la pharmacie, qui prendrait ses méthodes directement auprès des interventions militaires impérialistes. C'est le milliardaire Bill Gates, fondateur de Microsoft et président de la fondation qui porte son nom, qui critique l'inefficacité de l'OMS, face au renouveau des risques de pandémie mondiale, et qui propose la mise en place d'équipes soignantes de choc, préparées et entraînées, et une meilleure coordination entre personnels soignants et militaires. La grande oubliée de tout cela? Les soins de base et la santé des populations. Car bien plus que le symbole de l'échec de l'OMS, Ebola révèle la faiblesse du système sanitaire de nombreux pays, minés par la dette, la corruption et le pillage.

Dans le collimateur des États et de l'industrie pharmaceutique

Dans les années 1970, le directeur général de l'OMS Halfan Mahler défendait à l'opposé une vision globale de la santé mondiale. Une vision qui s'appuyait sur les besoins des populations, en matière de santé, mais aussi d'éducation, d'accès à l'eau, à l'alimentation. Une vision qui s'appuyait sur les communautés. En 1977, l'OMS publie même une liste de 200 médicaments indispensables, à produire à bas coût, pour lutter contre les maladies les plus fréquentes des pays pauvres, mais aussi des pays riches. On comprend que l'industrie pharmaceutique et les pays impérialistes, USA en tête, n'ont jamais vraiment porté l'OMS dans leur cœur, et n'ont eu de cesse d'imposer un autre directeur et une autre politique centrée autour de programmes verticaux par pathologie, qui pourraient ainsi faire la part belle aux trusts pharmaceutiques et aux ONG pro-bussiness. En 1986, les USA vont même suspendre le paiement de leur cotisation, 25 % du budget total de l'OMS, à la suite du refus de l'Assemblée mondiale de la santé de changer la politique de l'OMS. Petit à petit, l'OMS est marginalisée. Les USA ont repris leur contribution, mais sous forme de programmes ciblés, hors du contrôle réel de l'OMS. Halfan Mahler a été remplacé par le très libéral Hirochi Nakajima. Et l'OMS est de plus en plus marginalisée par la Banque mondiale, les fondations privées Bill Gates ou Rockefeller, et les partenariats public-privé.

La dette ou la santé?

Wolf Nathan, virologue réputé, qui a fait ses armes en 1980 lors de l'épidémie Ebola au Cameroun, illustre bien ces nouvelles conceptions impériales de la lutte contre le virus Ebola, tournées vers la recherche, la technologie et une version commando de la lutte contre les pandémies. Des connaissances solides, négociées dans des shows télévisés; un livre grand public, *Viral Storm* (Tempête virale), qui lui rapporte un million de dollars; la fondation Bill Gates, qui lui promet un million de dollars à chaque nouveau virus découvert... Il est chargé par le département d'État américain de préparer la Sierra Leone à une épidémie de virus Ebola. Il n'hésite alors pas à déclarer en avril 2014 : «La Sierra Leone est prête comme jamais». Elle sera l'un des pays les plus touchés! Mais au-delà même des budgets de l'OMS en berne et des pressions des États et des firmes, ce sont les politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et de remboursement de la dette qui ont littéralement détruit les structures de santé de

nombreuses régions d'Afrique, particulièrement dans la région d'émergence du virus Ebola. Ainsi au Liberia, qui compte dix fois moins de médecins que la moyenne des pays africains, par suite des guerres civiles liées à l'effondrement du pays sous le poids de la dette, de la déforestation par les grands groupes, de la monoculture de palme, 31% de la population est sous-alimentée, 68% vit dans des bidonvilles sans accès aux soins de base. Le pays ne compte... que 90 médecins pour 6 millions d'habitants!

«La coalition mondiale de l'inaction», celle du profit!

La mise en place d'un système de détection de pathologies émergentes, dans un monde globalisé où les écosystèmes sont soumis à des changements rapides par l'urbanisation, la déforestation, les bouleversements des modes de vie traditionnels, ne peut pas exister si le maillage par les soins de base a été détruit. La prise en charge d'une épidémie ne peut se faire si l'éducation manque, si les structures de santé ont été détruites. La mobilisation sanitaire internationale ne peut se faire si la première riposte consiste à fermer les frontières et les aéroports. Comme le déclarait le Docteur Anthony Fauci, directeur de l'Institut américain des allergies et des maladies infectieuses : «Le meilleur moyen de nous protéger est de mettre fin à l'épidémie en Afrique, et le meilleur moyen de combattre la maladie là-bas est d'envoyer un maximum de personnels de santé sur place pour aider à soigner les malades.» En clair, nous vivons dans une seule planète, et la présence, partout, du droit à la santé pour tous, est, pour tous, la seule garantie de lutter au mieux contre les pandémies émergentes.

Une véritable «banqueroute morale de l'industrie pharmaceutique et du capitalisme», voilà le diagnostic sans appel du professeur John Ashton, président de la faculté britannique de santé publique, à propos de l'épidémie d'Ebola, dans l'*International Business Times* du 3 août dernier. Les failles du système sanitaire mondial, que ce soit au niveau de l'OMS ou des États, voilà aussi ce que dénonçait, assorti de nombreuses propositions de réformes, un comité d'experts indépendants avec à leur tête, Barbara Stocking, ancienne directrice générale d'Oxfam, une des plus grandes ONG, «déterminée à changer cette situation en mobilisant le pouvoir citoyen contre la pauvreté». Car au-delà de l'OMS, et de sa faillite face à l'épidémie d'Ebola, «la coalition mondiale de l'inaction» dénoncée par Médecins sans frontières a un nom : le profit des trusts, l'austérité des États, avant la santé du monde.

EBOLA

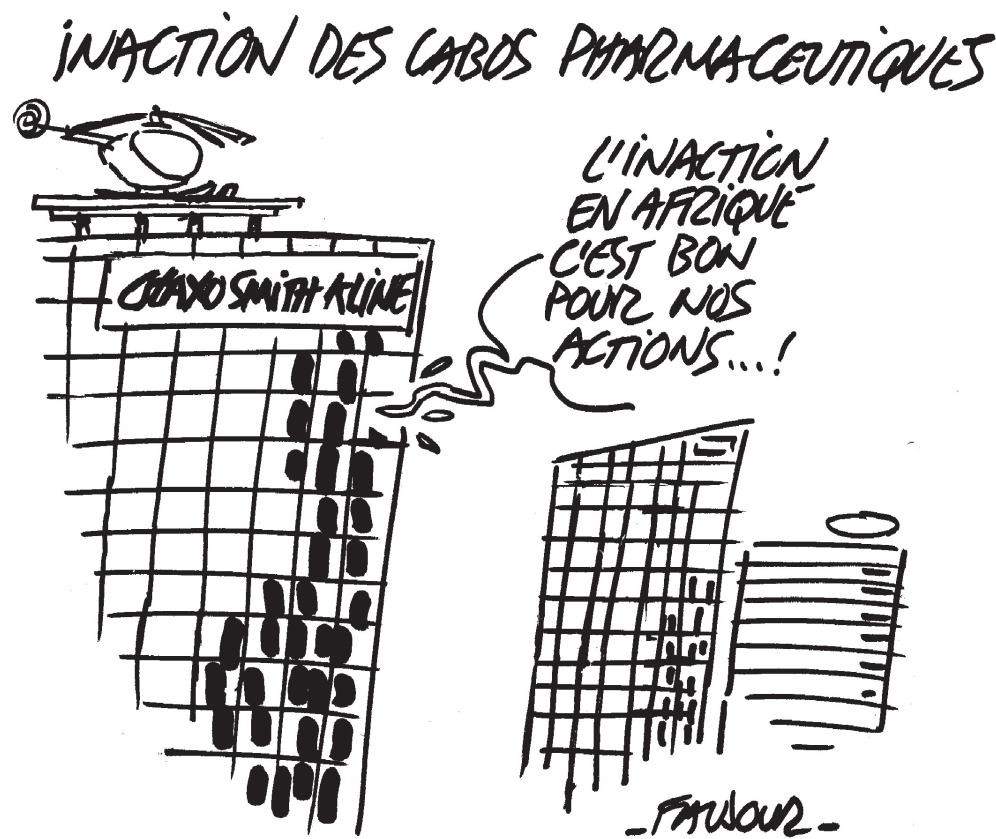


LA BANQUEROUTE DU CAPITAL

Dossier réédité

PAS DE VACCIN C

Le virus Ebola a été identifié pour la première fois en 1976 en République démocratique du Congo. Mais quarante ans et des milliers de morts plus tard, il d





CONTRE EBOLA?

Pourtant il ne faut pas croire que Ebola n'a pas intéressé ceux qui dirigent le monde. Il a intéressé... mais d'une manière très particulière. Dans la suite de l'effondrement du World Trade Center en 2001, des enveloppes remplies d'anthrax sont postées aux USA. Dans le cadre de la lutte contre le bio-terrorisme, le département d'État et l'armée américaine ont fait toutes les études préliminaires pour un candidat-vaccin contre Ebola. Une époque impérialiste et impériale, où la militarisation est une donnée constante, y compris dans le domaine de la santé! Restait à faire tout ce que fait l'industrie pharmaceutique, c'est-à-dire les essais cliniques, le développement et la production. Ils n'ont jamais été faits... Une firme, GSK, Glaxo Smith Kline, a même été chargée de suivre ce candidat-vaccin. Mais aucun essai clinique n'a été effectué sur l'homme avec les molécules mises alors au point.

« Une maladie de pauvres dans des pays pauvres »

Marie-Paule Kieny, sous-directrice générale de l'OMS, en avoue les raisons : la fièvre Ebola est

« typiquement une maladie de pauvres dans des pays pauvres, dans lesquels il n'y a pas de marché » pour les firmes pharmaceutiques. Trop cher et pas rentable pour les laboratoires pharmaceutiques. Ce qui fait dire à Marie-Paule Kieny que « d'un point de vue technique, nous ne sommes pas en train de parler de choses extrêmement difficiles. C'est un échec de la société basée sur le marché, celui de la finance et des profits »...

Cynisme? Repentir? Sur la BBC, en novembre 2014, le Professeur Ripley Ballou, chef du programme de recherche vaccinale Ebola pour GSK, avoue qu'en mars 2014, soit quatre mois après le début de l'épidémie, une réunion a eu lieu entre l'OMS et GSK. « Nous avons eu une rencontre avec l'OMS, et nous avons convenu qu'il n'était pas utile de développer le vaccin Ebola. (...) Nous en avons conclu à la nécessité d'une simple surveillance épidémiologique ». « Personne n'a anticipé qu'on allait avoir besoin d'un vaccin », a affirmé le Docteur Ballou. « Avec le recul, on aurait dû appuyer sur la détente plus tôt »... Personne? Une maladie de pauvres dans un pays pauvre n'intéresse personne!

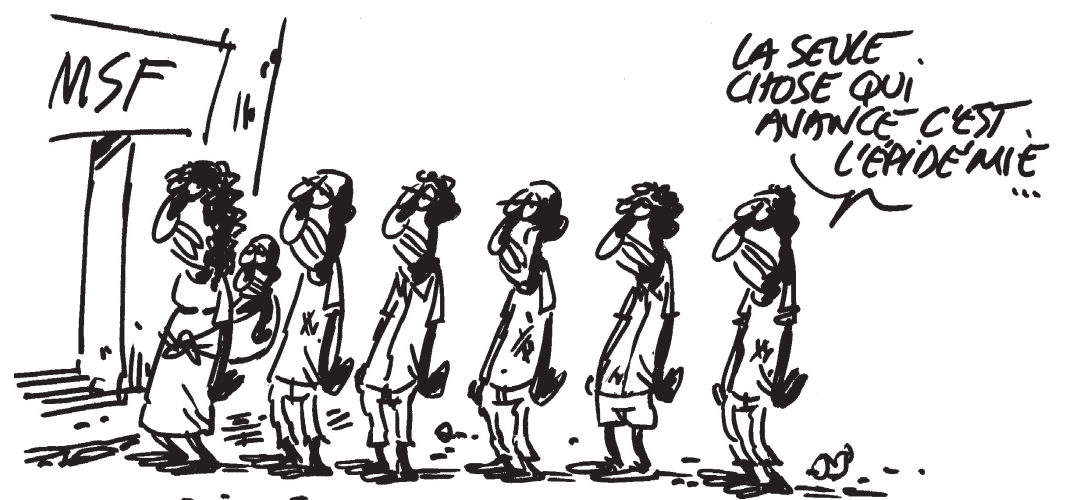
Mais quand l'épidémie devient hors de contrôle et menace les pays riches, les crédits affluent...

La bourse ou la vie?

En août 2014, quand l'OMS a déclaré enfin l'épidémie d'urgence sanitaire mondiale, les start-up pharmaceutiques comme Sarepta, BioCryst, NanoViricides, Mapp Bio et autres Tekmira, qui possédaient des candidats-vaccins, des cocktails d'antiviraux ou des anticorps monoclonaux contre Ebola, ont vu le cours de leurs actions exploser en bourse. Cependant, souvenons-nous de la déclaration de Peter Piot, le co-découvreur du virus Ebola : « Une fois l'épidémie terminée, il n'y aura plus d'efforts d'investissement dans la recherche sur les traitements et les vaccins. Lorsqu'une nouvelle épidémie surviendra, rien ne se sera passé. Après celle de 1976, l'OMS avait affirmé vouloir mettre sur pied une équipe d'intervention internationale. L'initiative est restée lettre morte ». Dans cette déclaration d'août 2014, il plaide aussi pour un financement par l'aide au développement d'une recherche visant à fournir des traitements gratuits sous la responsabilité de l'OMS.

L'OMS, ENTRE BUDGETS EN BERNE ET RÉORIENTATION STRATÉGIQUE

IMMOBILISME SANITAIRE MONDIAL CONTRE EBOLA



Suite à la crise financière, les pays donateurs ont encore réduit leur contribution à l'OMS, qu'ils ont toujours regardée avec beaucoup de suspicion...

Le budget annuel de l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, était seulement de 3,98 milliards de dollars en 2013. Mais l'année suivante, année du déclenchement de l'épidémie d'Ebola, il n'était plus que de 3 milliards de dollars.

Un milliard en moins...

À comparer par exemple avec les 6 milliards de dollars du CDC, agence fédérale de santé publique des États-Unis. À comparer surtout avec les dépenses annuelles du principal donateur pour la santé mondiale, la fondation Bill et Melinda Gates, 5 milliards de dollars! Aujourd'hui, les initiatives privées, non contrôlées démocratiquement, et qui développent des stratégies de santé bien particulières, ont des budgets largement supérieurs à ceux de l'OMS. La fondation Bill Gates a des actifs à hauteur de 45 milliards de dollars. Elle peut donc choisir de développer des actions à ce niveau, cela alors que l'OMS ne peut réellement décider que de 20% de son budget, soit la part qui provient des cotisations des États membres des Nations unies! Le reste, 80% donc, provient des donations d'États ou de fondations. Des donations arrachées, selon les pathologies, les programmes, le bon vouloir des États et des fondations, et parmi elles à plus de 50%... la fondation Bill Gates!

Restructurée... pour gérer l'austérité

Cette austérité est associée à une profonde restructuration de l'OMS pour répondre aux choix et aux financements des donateurs. Ainsi, il y a eu une augmentation de 20% des budgets pour les maladies non transmissibles, en clair cardiovasculaire, diabète, cancer, qui ont leurs marchés. Mais il y a surtout eu une baisse de 50% des budgets du secteur intervention épidémie crise, passés de 469 à 228 millions d'euros. Ainsi, le docteur Fukuda de l'OMS estime qu'il dispose de 35% de personnels en moins par rapport à la pandémie de grippe H1N1, plus du double des coupes

enregistrées par l'ensemble de l'OMS. La direction action épidémie est passée de 94 à 34 personnes! La direction sciences des maladies pandémiques et épidémiques ne comptait plus que 52 personnes, secrétaires comprises... et parmi elles, un seul spécialiste des fièvres hémorragiques à Ebola!

Derrière ces chiffres et ces budgets en baisse, c'est tout un savoir faire qui a été détruit. Détruit et dispersé, tout le pool d'anthropologues qui connaissait d'expérience les pratiques traditionnelles, utilisait les savoirs traditionnels en matière d'épidémie, et savait que les funérailles étaient un grand vecteur de diffusion de la maladie. Ainsi, 8 mois après le début de l'épidémie, les funérailles traditionnelles représentaient encore plus de 50% des modes de contamination. Quand les soldats ou les gendarmes venaient « enlever les morts » dans des housses, les familles cachaient souvent les défunts, s'en prenaient aux équipes Ebola, alors qu'il aurait fallu savoir modifier, avec l'accord des communautés, les pratiques traditionnelles des funérailles...

Décentralisée... et sous pression

Pour faire face à ces budgets en baisse, l'OMS a aussi connu une profonde décentralisation. Une décentralisation qui n'est pas synonyme de proximité avec les problèmes de santé publique, mais qui a surtout rapproché les bureaux

locaux de l'OMS des pressions des pouvoirs politiques locaux, on le sait, « extrêmement soucieux » des problèmes de santé. Ainsi, le bureau Afrique de l'OMS a été régulièrement accusé d'avoir tardé à remonter l'information d'une épidémie Ebola qui émergeait. Quel intérêt d'alerter la communauté internationale sur un virus qui émerge, qui ne touche au départ que les villages, et qui peut faire peur et décourager les investisseurs internationaux?

Sans richesses, pas de prévention

L'OMS mettait aussi l'accent sur une nouvelle stratégie consistant à aider les pays à élaborer et à construire des instruments d'intervention en cas d'urgences sanitaires. Mais, en particulier dans les pays les plus pauvres (en Afrique donc), en 2012, année où tous les plans de prévention auraient dû voir le jour, seuls 20% des pays les avaient toutes promulguées. En Afrique, moins d'un pays sur trois disposait de programmes pour détecter et arrêter les maladies infectieuses. Ainsi, le virus Ebola, responsable de l'épidémie actuelle, a émergé en décembre 2013 dans la région de Guéckédou, en Guinée. Il faudra attendre mars 2014, quatre mois plus tard, pour qu'il soit identifié par le système de santé, ruiné par les politiques d'ajustement structurels et l'accaparement des richesses par les classes dominantes corrompues!



AIRBUS

Le rêve américain... des capitalistes

La nouvelle usine d’Airbus à Mobile, dans l’État de l’Alabama aux États-Unis, a été inaugurée en grande pompe la semaine dernière. Elle s’ajoute aux sites d’Airbus à Toulouse, Hambourg et Tianjin (Chine), pour l’assemblage des appareils de type A320.

Fort d’un carnet de commandes s’élevant à 6 700 avions, Airbus cherche à augmenter sa capacité de production en zone dollar et à conquérir le marché nord-américain, où des renouvellements de flottes vieillissantes sont attendus dans les prochaines années, tout en se dotant du précieux label de « producteur américain »... Mais pourquoi avoir choisi la ville de Mobile, dans l’Alabama ? La direction d’Airbus explique qu’une ville portuaire dans l’est des États-Unis était recherchée pour faciliter le transfert des pièces pré-assemblées et volumineuses depuis les sites européens par bateau. Tout cela est bien vrai, mais la principale motivation d’Airbus est ailleurs. L’État de l’Alabama, avec sa tradition raciste, ségrégationniste et réactionnaire du sud des États-Unis, a acquis une certaine notoriété en tant que « Union-free State », terme qui pourrait se traduire par « État sans syndicats ».



Fleuron de l’aviation... et de l’exploitation ! PHOTOTHÈQUE ROUGE/THOMAS MITCH

« Une autre culture » ?
« Nous avons de bonnes relations avec les syndicats, mais nous pensons qu’à Mobile, c’est mieux sans eux. C’est une autre culture. Je ne pense pas que nos travailleurs aient besoin d’un syndicat pour avoir de bonnes relations avec Airbus. » C’est que, voyez-vous, M. Brégier, du haut de ses fonctions de directeur exécutif d’Airbus, sait ce qui est bon pour nous...
Par ailleurs, pour construire cette usine, Airbus a bénéficié d’aides publiques directes et indirectes de l’État de l’Alabama, du comté et de la municipalité de Mobile, pour un montant total estimé à pas moins de 158,5 millions de dollars (142 millions d’euros).
Chasse aux subventions, mépris social et lutte antisyndicale, toujours les bonnes vieilles recettes du capitalisme qui prévalent dans une entreprise qui se veut à l’avant-garde. Il revient aux travailleurEs d’Airbus de Mobile, Hambourg, Toulouse et Tianjin de s’organiser syndicalement et politiquement pour casser les plans du patronat et lutter contre la division entre salariéEs.
CorrespondantEs

LA POSTE

« La qualité de service se dégrade, ça génère un mécontentement, et on est en première ligne »

Sur quel bureau es-tu ? Comment ton travail est-il organisé ?
Je travaille sur le « terrain » de Pontcharra qui comprend une douzaine de bureaux avec une vingtaine de salariéEs. Toutes les semaines, je change de bureau car je suis arrivé il n’y a pas très longtemps. Le guichet, c’est moins dur physiquement que facteur, mais les horaires ne sont pas faciles non plus. Au courrier, tu es tout le temps infantilisé, il y a une logique d’affrontement. Et ça s’est durci ces dernières années. Il y a une répression très violente : un facteur s’est fait licencier à Villard-Bonnot. Au guichet, c’est moins dur de ce point de vue : à partir du moment où ça tourne, il n’y a pas trop de soucis pour l’instant.

Avez-vous subi des réorganisations/restructurations ?
Il y a un an, la direction a regroupé Pontcharra, Le Touvet et quelques petits bureaux annexes. Cela permet de gagner sur les moyens de remplacement et l’approvisionnement. Un poste de comptabilité et deux autres emplois ont été supprimés. La stratégie de la direction, c’est de fermer les petits bureaux ou de réduire leurs horaires d’ouverture, comme ça le bureau meurt petit à petit... Dans certains endroits, les bureaux sont remplacés par des agences postales communales. Si l’agent est en congé, il n’est pas remplacé. Les services proposés sont réduits, notamment les opérations bancaires.
On est un département pilote pour le projet facteurs/guichetiers. À Tencin, le facteur fait sa tournée le matin et tient le bureau l’après-midi. C’est sur la base du volontariat... mais comme les conditions de travail sont de plus en plus dures c’est une façon pour des facteurs d’intégrer le guichet. C’est une manière de réduire le service, de faire que ça fonctionne de moins en moins bien.
À partir de janvier, on sera organisé sur des secteurs avec un directeur, un responsable commercial

Entretien. Après avoir été facteur pendant de nombreuses années, J. est maintenant guichetier en zone rurale dans l’Isère. Il est militant à SUD PTT et nous parle des réorganisations de bureaux, des conditions de travail, et des luttes qu’ils/elles ont menées.



La Poste new look: moins de services... PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO

et un ou deux encadrants. Les compétences des uns et des autres vont évoluer. Le responsable commercial va être là pour faire du chiffre... La pression va alors descendre sur les guichetiers.
Comment évolue justement le métier de guichetier ?
Il est de plus en plus orienté vers les compétences bancaires. Il faut proposer aux gens une carte bancaire, une assurance... être plus « commercial ». La pression qu’avaient les conseillers financiers va passer sur les guichetiers. La qualité de service se dégrade, ça génère un mécontentement qui s’exprime au niveau des guichetiers plus qu’au niveau des facteurs. On doit s’expliquer sur la baisse de cette qualité de service auprès des usagers. On est le tampon, en première ligne...

Il y a des liens avec les usagers pour lutter contre cette dégradation ?
Dans la vallée, il y a eu des bagarres importantes, notamment grâce au collectif de défense du service public et à la mobilisation des maires. Au Cheylas, le bureau a été maintenu mais il n’est ouvert que deux jours par semaine et ferme deux mois l’été.
L’an passé, on a mobilisé contre la fermeture des bureaux l’été : tous les petits bureaux ont été en grève une journée. On a eu un bon écho médiatique et ça a ralenti un peu le processus. L’attachement des gens, des agents à leur bureau, au service public, est très fort. Mais c’est compliqué pour mobiliser les guichetiers car on est isolé dans les bureaux.

Penses-tu possible de construire des mobilisations dans la période actuelle ?
Il y a du mécontentement mais on a du mal à unifier. Sur les compétences bancaires, il est possible qu’il y ait une grosse mobilisation. Avant, facteurs et guichetiers se mobilisaient ensemble. Maintenant les grèves communes sont devenues rares. La poste

réorganise bureau par bureau. Il y a une bagarre sur un bureau à Grenoble. Nous, SUD, on est en avant, notre rôle est de faire converger les luttes.

Que faites-vous en tant que syndicat pour construire la mobilisation ?
Quand il y a une réorganisation, on essaye de réunir les agents de tous les bureaux concernés « entre midi et deux ». Les gens viennent pour avoir un autre son de cloche que celui de la direction. Nous devons recréer du collectif à SUD, parce qu’on s’est heurté à une répression qu’on n’avait jamais connue : trois militants de SUD se sont ainsi fait dézinguer. Dur de recruter dans ces conditions. Il faut recréer du collectif au lieu de défendre les gens individuellement. Même si on gagne aux prud’hommes, les gens perdent leur boulot, et ces batailles juridiques utilisent beaucoup de force et d’énergie, au détriment du collectif. Ce n’est pas propre à SUD : c’est un problème qui se pose à l’activité syndicale dans son ensemble.
Propos recueillis par des correspondantEs

« En grève de la faim pour exiger l’annulation des conseils de discipline et de toutes les poursuites »

Entretien. Enseignants d’EPS et de mathématiques au collège Gay-Lussac de Colombes (92), **Gari Pham** et **Oscar Roman** sont en grève de la faim depuis le lundi 23 septembre.

Pourquoi êtes-vous en grève de la faim ?
Nous sommes tous les deux accusés de faits que l’on réfute. Gary est accusé d’avoir exercé des violences à l’encontre d’un supérieur hiérarchique, et nous sommes tous les deux accusés d’avoir bloqué le collège. Nous avons les preuves vidéo que ces accusations sont fausses. D’ailleurs pour accuser de blocage, il y a besoin d’un constat d’huissier, il ne suffit pas de le décréter. Nous sommes en grève de la faim depuis le lundi 21 septembre pour exiger l’annulation des conseils de

discipline prévus et de toutes les poursuites. Passer devant la commission disciplinaire signifie être déjà reconnu comme coupable, puisque cette commission n’est pas un tribunal, elle ne fait que décider d’une sanction.
Quel est le contexte de ces poursuites ?
Notre collège sort des dispositifs d’éducation prioritaire et en conséquence perdra des moyens. En cette rentrée, nous avons d’ailleurs déjà perdu 10 % de nos moyens. L’hiver dernier, les enseignants du collège ont été en



grève majoritaire contre cette attaque. Plus largement, il existe une réelle tradition de lutte et de résistance dans notre établissement. L’administration et le gouvernement cherchent tout bonnement à briser les équipes les plus militantes et cette capacité de résistance, voilà pourquoi ils nous répriment. Ils avaient utilisé les mêmes méthodes à l’encontre des enseignants du collège Bellefontaine à Toulouse.
L’équipe enseignante a décidé de ne pas se laisser faire. Nous

CGT -----

Quand Martinez imite Lepaon

Dans une interview au journal le Monde du 22 septembre, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez fait le point sur le syndicat en cette rentrée.

Dialogue social ?
À la question : « Est-ce du temps perdu de rencontrer le président de la République, le Premier ministre ou le président du Medef ? », Martinez répond : « Ce n’est pas du tout inutile. Il ne faut pas les voir pour discuter entre gens de bonne compagnie

FIN DE VIE

Assez d'acharnement judiciaire

Jean Mercier comparait le 21 septembre devant le tribunal correctionnel de Saint-Étienne pour avoir prêté assistance à sa femme qui s'est donné la mort le 10 novembre 2011. Il a fait de son procès une tribune pour demander une loi digne de ce nom sur la fin de vie.

« **J**e n'ai pas de regrets. Ce serait le cas si, au contraire, je ne l'avais pas fait. (...) Ce qui m'importe, c'est que la loi change car la mort est un sujet qu'on n'ose pas aborder sereinement », a-t-il expliqué. Sa femme, Josanne, âgée de 83 ans, était atteinte d'ostéoporose, une maladie des os qui lui causait des souffrances, voire des fractures, au moindre déplacement, une situation insupportable. Le 10 novembre, elle demande à son mari de lui apporter ses médicaments : « j'ai tout de suite compris ce qu'elle voulait », explique Jean Mercier. Ce dernier aurait pu éviter le procès, mais il a préféré assumer son geste, avouer les faits et aller devant les tribunaux. Face à l'accusation, il estime « ne pas être lâche. Pour moi, ne pas porter assistance à une personne en danger relève de la lâcheté ».

Après avoir subi le feu nourri de questions du président du tribunal qui prétendait vouloir ne laisser aucune « zone d'ombre » ou de « non-dit », il a dû faire face à l'arrogance du procureur de la République. « À aucun moment, il n'y a eu une demande explicite qu'il lui soit porté la mort, c'est dans l'implicite », assène ce dernier. Jugeant que M. Mercier « avait peur de se faire réprimander » s'il n'avait pas accédé à cette demande, il lance : « Cette dame est morte parce que monsieur avait peur d'elle ! » avant de requérir un maximum de trois ans de prison avec sursis contre le prévenu. Demandant à reprendre une dernière fois la parole, Jean Mercier a lancé aux juges sous les applaudissements de la salle : « Si vous pensez que je suis l'homme que Monsieur le procureur décrit, je dois avoir une peine sans sursis. Sinon je serais un lâche, le dernier des derniers... ». La décision a été mise en délibéré au 27 octobre.

Le droit de choisir

Le procès de Jean Mercier est intervenu à quelques jours de l'examen en deuxième lecture à l'Assemblée nationale les 5 et 6 octobre de la proposition de loi des députés Alain Claeys (PS) et Jean Leonetti (LR). Cette proposition prévoit un « droit à la sédation profonde et continue jusqu'au décès, à la demande du patient », si le patient souffre d'une « affection grave et incurable ». Elle n'autorise ni l'euthanasie ni le suicide assisté. Cette nouvelle loi ne répond pas aux demandes de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, l'ADMD, qui y voit un abandon d'une des rares promesses de Hollande, sa proposition 21. Sans utiliser le mot « euthanasie », ce dernier s'était dit favorable à « une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité ».

Alors que le respect des directives anticipées, consignées par écrit par les patients, devrait s'imposer aux médecins, la nouvelle loi donne aux praticiens la possibilité de ne pas les appliquer, s'il jugeant ces directives « manifestement inappropriées » ou en cas « d'urgence vitale ». Le pouvoir médical a la vie dure... Pourtant, le droit de choisir sa fin de vie est un droit élémentaire du patient. Sédation pour mourir endormi, euthanasie active, recours au suicide assisté, c'est le patient qui doit pouvoir choisir en toute connaissance de cause.

Yvan Lemaitre

INSEE Baisse des inégalités... Vraiment ?

L'Insee vient de publier un document affirmant que les inégalités étaient en recul. Bizarre...

L'Insee vient de publier un document « Les niveaux de vie en 2013 » qui montre un recul de la pauvreté et une certaine réduction des inégalités entre les ménages les plus riches et les plus pauvres sur la période récente. Ces résultats ont été aussitôt claironnés par les porte-parole du PS. Mais ils sont surprenants à plusieurs titres. D'une part, l'Insee utilise un partage des revenus en tranches de 20 %, et compare les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres. Or les 20 % les plus riches couvrent une très large palette de revenus : si on ne regarde que les 20 % de riches, on ne voit pas les 5 % de riches, le 1 % de très riches et encore moins les 0,1 % de super riches, ce qui a été clairement montré par les travaux de Thomas Piketty. Comparer des tranches de 20 % est beaucoup trop



PHOTOOTHÈQUE ROUGE/BABAR

large et en conclure à une baisse des inégalités est très discutable.

Revenus financiers en baisse ?

De plus, comme il est indiqué dans le document de l'Insee, ce résultat doit beaucoup à la baisse des revenus financiers des riches. Il y a là un sérieux problème. D'abord, parce que ces revenus financiers sont fortement sous-estimés dans les déclarations des ménages à l'enquête « Revenus fiscaux et sociaux ». Et doivent donc être corrigés. Mais cette correction doit aussi être corrigée en se calant sur les comptes nationaux.

Car la dernière mouture de ceux-ci montre une baisse des revenus financiers. Mais cette baisse a été contestée, notamment par Michel Husson à propos des dividendes (les revenus que les sociétés versent à leurs actionnaires). En effet, ce qu'affirme l'Insee sur les dividendes ne correspond pas aux informations d'autres sources... Ainsi, la Banque de France ne relève aucune baisse. Afin que toute la clarté soit faite sur ce point crucial, il est urgent que l'Insee rende public le détail des hypothèses et des raisonnements qui fondent ses évaluations.

Jacques Cherbourg

1^{ER} OCTOBRE Fédérer la lutte contre l'Hôstérité

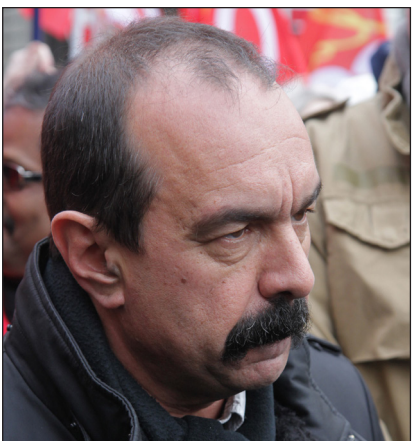
Ce jeudi 1^{er} octobre, les fédérations syndicales CGT, FO et SUD appellent les personnels de la santé et de l'action sociale à faire grève et à manifester pour le retrait de la loi de santé (dite loi Touraine), pour le retrait du Pacte de responsabilité et pour la défense de la Sécurité sociale.

L'appel exige le maintien de tous les lits et services, le maintien et la création de tous les emplois nécessaires au bon fonctionnement des établissements, la titularisation des contractuels, l'augmentation générale des salaires. Il affirme la nécessité de « fédérer le mécontentement, la résistance contre les attaques contre l'hôpital public ». C'est bien là une urgence face à la super-austérité qui s'annonce pour 2016 dans le secteur sanitaire et social. Pendant l'été, les mobilisations face aux fermetures de services se sont poursuivies, souvent avec la participation de la population. Le 17 septembre, en bloquant Paris, les salariéEs de l'AP-HP ont montré leur détermination à reprendre la lutte, contre la réorganisation de leur temps de travail par la remise en cause de leurs RTT, jours de repos, remise en cause de la pause déjeuner.

Le 1^{er}, le 8... et on continue ?

Il est plus que temps d'unifier les luttes et de frapper fort. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), débattu à partir du 20 octobre, vient d'être dévoilé. Il va « mettre en musique » le Pacte de responsabilité avec une progression des dépenses « historiquement » basse, a reconnu elle-même la ministre. Dans les hôpitaux, 22000 suppressions d'emplois prévues sur 3 ans, l'aggravation des conditions de travail, et le blocage des salaires, comme dans toute la fonction publique. Une situation identique dans l'action sociale. Actuellement en débat au Sénat, la loi Touraine va favoriser les fermetures et restructurations en rendant obligatoires les regroupements d'hôpitaux au sein de « groupements hospitaliers de territoires ». L'appel au 1^{er} octobre est arrivé tardivement, alors que les équipes syndicales étaient lancées dans la préparation de la journée du 8 octobre. Néanmoins, cette première échéance peut être le coup d'envoi d'une mobilisation nationale qui reste à construire. À Paris, c'est un nouveau rendez-vous pour les salariéEs de l'AP-HP qui seront rejoints par des délégations de province. Ailleurs, des actions combatives sont en préparation dans plusieurs villes et régions. Le 8 octobre sera ensuite l'occasion de poursuivre, à condition de ne pas se contenter de la répétition de journées d'action routinières.

Jean-Claude Delavigne et nos correspondantEs



Martinez fait Lapaon. PHOTOOTHÈQUE ROUGE/JMB

mais pour leur remettre les pieds sur terre et leur parler de la vraie vie. Je veux bien aller visiter une entreprise avec le président de la République ou un ministre. » Le

journaliste insiste : « Vous aimez l'entreprise... avec les salariés » et Martinez : « C'est ce que j'ai dit à Valls. Une entreprise n'est pas la propriété d'un seul. C'est une communauté de travail, il y a un patron et il y a des salariés. Il faut parler des deux et de façon équilibrée. »

Eh bien non ! Pour les militants syndicaux, Hollande, Gattaz et le patron de l'entreprise sont des adversaires de classe, dont nous ne souhaitons pas mettre les pieds sur terre, mais plutôt hors de l'entreprise, un lieu d'affrontement entre des intérêts opposés, ceux des patrons contre ceux des travailleurEs, et non une « communauté »...

Syndicalisme de classe ?

À la question, « vous récusiez la ligne de partage entre syndicats réformistes et syndicats contestataires ? » Martinez répond :

« Je préfère dire qu'on n'a pas la même conception du syndicalisme. Il y a des syndicats qui considèrent que le rapport de forces n'est plus d'actualité... Nous sommes pour des réformes – les 32 heures, c'en est une – à condition qu'elles ne signifient pas un recul des acquis sociaux. Le syndicalisme, par essence, est réformiste. Mais gouvernement et patronat ont dévoyé le mot réforme. »

Certes, l'activité quotidienne des militantEs syndicaux est faite de beaucoup de « réformisme », c'est-à-dire de défense pied-à-pied des revendications salariales, des conditions de travail, de l'emploi, de l'amélioration du sort des salariéEs. Mais cette défense doit se faire sans concessions au nom de l'intérêt de l'entreprise « communauté » ou au nom de la politique d'un gouvernement de « gauche » défendant les intérêts nationaux ou exigeant

la paix sociale. Et surtout, nous nous battons avec l'objectif de renverser cette société capitaliste et son État, et la dictature des patrons sur notre travail et nos vies. Ce qui, en fait, était encore dans les statuts de la CGT jusqu'au 45^e congrès de décembre 1995 où fut abandonné l'article 1^{er} des Statuts confédéraux sur « l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et d'échanges »... Philippe Martinez a certes le droit de s'affirmer réformiste. Mais l'enjeu, notamment dans le cadre du 51^e congrès, est de laisser toute leur place à celles et ceux qui continuent de s'en tenir à la « double besogne » définie par la Charte d'Amiens. Et en fin d'interview, Martinez déclare : « Si on nous invite à une conférence sociale pour casser le code du travail, on n'ira pas. » Chiche !

Robert Pelletier

Il n'existe à la CGT aucune opposition de principe face au patronat. L'entreprise est une communauté composée de dirigeants et de salariés – là encore, je regrette que les actionnaires fassent figures d'éternels absents – et ces deux populations doivent pouvoir réfléchir et agir ensemble dans l'intérêt de leur communauté. Sur ce plan il est évident que le pragmatisme syndical s'impose.

THIERRY LEPAON, en février 2014 dans une interview au *Nouvel Économiste*



Les comités en action !

Beauvais (60) Le Non à l'armement de la police municipale. 67% de Non, c'est le résultat du référendum local organisé par la municipalité. Avec le collectif citoyen à l'initiative de la LDH, nous avons fait campagne activement pour le Non (cf. *l'Anticapitaliste* n°304), et nous nous félicitons de ce résultat. Les préoccupations des Beauvaisiens ne sont pas d'abord dictées par les peurs sécuritaires agitées par certains, mais sont tournées vers les questions de l'emploi, de l'austérité, des services publics, du logement, des transports... Une victoire de la solidarité et de la réflexion de nos concitoyens sur l'utilisation de l'argent public.

Paris 18^e Lutte contre le climat et anticapitalisme. En présence de Christine Poupin, une vingtaine de personnes étaient réunies jeudi 29 septembre à La Kahina, pour le café-débat du comité des 17/18^e arrondissements sur le thème «*Peut-on changer le climat sans changer le système ?*». Christine a rappelé l'essentiel des données permettant d'anticiper la catastrophe climatique qui s'annonce, la mise en place des solutions (qui existent pourtant techniquement) est écartée car incompatible avec les intérêts capitalistes, et l'insuffisance des propositions qui seront discutées lors de la COP21.

La discussion a porté sur le potentiel mobilisateur de cette problématique dans le cadre de la lutte anticapitaliste, ainsi que sur la manière de dépasser les contradictions qui peuvent apparaître entre la défense à court terme des travailleurs de certains secteurs et le projet écosocialiste. Il a également été débattu des inégalités révoltantes révélées par la crise climatique entre les puissances impérialistes et les États les plus pauvres. La conclusion du débat s'est faite sur la convergence des luttes à mener.

Poitiers (86) «*Peut-on mener une politique anticapitaliste dans l'UE ?*»

Visiblement, pour les 30 personnes rassemblées vendredi dernier, cela n'est point possible. Léon Crémieux de la commission internationale du NPA est venu faire une introduction détaillée, expliquant les mécanismes du proto-État qu'est l'Union européenne, les faux-débats sur les questions monétaires et financières, les mensonges des dirigeants européens. Nous avons appris des mécanismes économiques liés à la dette illégitime, sur les prêts qui consistent à créer de l'argent qui n'existe pas, puis à le détruire... La solution est politique : c'est le choix de la rupture avec le capitalisme pour une société égalitaire, écologiste, féministe et antiraciste.

Perte de confiance en soi, manque de luttes et de travail collectif, TAFTA, moyens d'actions concrètes pour gagner, les migrants et l'extrême droite, nécessité de lier la souveraineté populaire à un internationalisme puissant, retour sur Syriza et Podemos... Autant de sujets abordés dans le débat. Dans la salle, une bonne moitié de personnes n'étaient pas au NPA. Parmi eux, quelques étudiants et une lycéenne. Tous ont laissé leurs contacts... Et la discussion s'est poursuivie autour d'un pot. Une bonne soirée de l'avis de tout le monde. L'intervention entière de Léon Crémieux sur notre site : npa86.org

Franche-Comté Des débats concrets et actuels.

S'il est une initiative prise par le NPA Franche-Comté qu'il faut faire durer, ce sont les week-ends de débats-formation organisés deux fois l'an dans un cadre champêtre et bucolique. Le 10^e a rassemblé une petite trentaine de participants, dont des camarades de Bourgogne, les 26 et 27 septembre. Les débats ont débouché sur des discussions concrètes et actuelles : ainsi, «*Classe ouvrière et conscience de classe*» a entraîné une réflexion sur les nouvelles formes de lutte. Le film qui a suivi, *Pride*, en était une bonne illustration. De même au sujet du «*Regain de l'antimilitarisme au Japon*» et de «*L'oppression des femmes*». Dimanche après-midi était consacré à «*Révolution et contre-révolution dans le monde arabe : mise en perspective historique*» avec Julien Salingue. On en est ressorti avec une vision plus claire et plus globale de ce qui se passe au Moyen-Orient, une révolte des peuples aux racines profonde, qui peut subir des échecs mais aussi renaître. Comment Daesh peut bénéficier du soutien de la population qu'il contrôle ? Et croire qu'il puisse être détruit par les bombardements des pays impérialistes ?

Préparer la riposte à la COP21

Il y a tout d'abord les messages officiels, fanfaronnants et qui masquent la réalité...

«**L**a France va accueillir et présider la 21^e Conférence des parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 2015 (COP21/CMP11), aussi appelée «*Paris 2015*», du 30 novembre au 11 décembre 2015. C'est une échéance cruciale, puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays, dans l'objectif de maintenir le réchauffement mondial en deçà de 2°C. La France va donc jouer un rôle de premier ordre sur le plan international, pour rapprocher les points de vue et faciliter la recherche d'un consensus au sein des Nations unies et aussi au sein de l'Union européenne, qui occupe une place importante dans les négociations sur le climat.»

La COP21 rassemblera donc 195 pays, soit environ 20 000 participants. On sait déjà que les lobbys seront présents, que les multinationales – principales causes du dérèglement climatique – sponsorisent largement la réunion, que seuls 74 pays sur 195 ont à ce jour soumis leurs propositions, et que celles des pays qui auront un grand poids dans l'avenir – comme le Brésil ou l'Inde – n'en font pas partie. Même Hollande donne déjà des signaux de



JÉRÉMIE WACH-CHASTEL

son interrogation sur la possibilité d'arriver à un accord ayant un sens. Par ailleurs, même si accord il y a, il ne sera en aucun cas contraignant !

Sensibiliser, expliquer

Et il y a la réalité : tous les experts, à commencer par le GIEC, confirment que l'objectif est d'ores et déjà inatteignable, que l'inertie du système conduit aujourd'hui à une augmentation de 3°C au moins. Alors pourquoi la COP21, qu'en attendre et que faire dans notre camp ?

D'abord faire de cette occasion un moyen de sensibiliser largement les populations. Ainsi, Alternatiba, né de l'initiative du groupe basque Bizi, réunit localement les porteurs d'alternatives de la société civile à un monde capitaliste et pollué. Après le succès du premier

Alternatiba à Bayonne en 2013, la formule s'est répandue dans toute la France, et même à Genève. Le week-end dernier, les 26 et 27 septembre à Paris, Alternatiba occupait toute la place de la République avec un Village des alternatives, ainsi que la Bourse du travail toute proche avec un cycle de tables rondes sur les thématiques liées au climat. Dans ce cadre, est arrivé samedi le Tour Alternatiba qui a parcouru pendant l'été 5 600 km en France pour sensibiliser le pays à la question du climat.

Les organisations politiques ne pouvaient en être partie prenante, mais le NPA a été présent, notamment en prenant la parole dans les tables rondes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé à ce week-end.

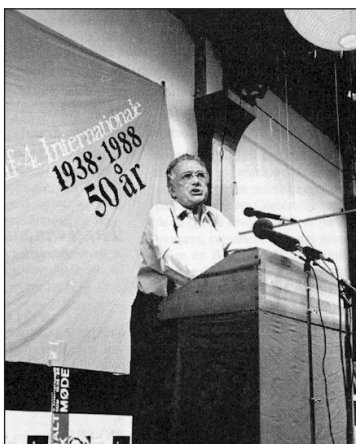
Initiative

Ernest Mandel (1923-1995) : une pensée marxiste en action

Il y a 20 ans, nous étions plusieurs milliers le 1^{er} octobre 1995 devant le mur des fédérés au Père-Lachaise pour un dernier salut à notre camarade Ernest Mandel...

Militant, théoricien du renouveau du marxisme, Ernest Mandel était un dirigeant de la IV^e Internationale, dont le *Capitalisme du troisième-âge* avait été qualifié par l'historien britannique Perry Anderson de «*première analyse théorique du développement global du mode de production capitaliste depuis la Seconde Guerre mondiale, conçue dans le cadre des catégories marxistes classiques*».

Il a développé des instruments clés pour l'analyse de la phase dans laquelle est entré le capitalisme mondial après la fin du long boom de l'après-guerre, et a également formulé une analyse majeure de la nature de la récession prolongée du capitalisme mondial en cours depuis les années 1970. À cet égard, il a affirmé que les succès des efforts capitalistes visant à imposer une nouvelle forme de (dé) régulation de l'économie mondiale – ce que l'on nomme couramment à présent la «mondialisation» capitaliste – dépendraient en grande partie du rapport des forces sociales. Ernest Mandel a conclu le dernier livre publié de son vivant, les *Ondes longues du développement capitaliste*¹, par le pronostic toujours actuel : «*Si les longues périodes de prospérité*



DR

créent des conditions plus favorables pour le compromis et le consensus, les longues périodes de dépression sont propices aux conflits dans lesquels toutes les parties refusent de faire des concessions importantes. Ce qui tend à prévaloir, ce n'est pas une régulation réussie, mais des contradictions et des conflits croissants. Il n'y aura donc aucun atterrissage en douceur de la longue dépression, seulement des phases d'expansion des cycles courts suivies de nouvelles récessions, avec une augmentation régulière du chômage, et des taux de croissance moyens à long terme très inférieurs à ceux du boom de l'après-guerre.»

Un apport pour agir

Considérant que l'organisation qu'il s'est engagé à construire durant toute sa vie n'avait pas d'autres tâches que «*la défense des intérêts historiques et généraux du prolétariat mondial*», Ernest Mandel a aussi élaboré sur la transition au socialisme, le rôle du contrôle ouvrier, des conseils ouvriers et de l'autogestion, la place respective du plan et du marché, la nécessaire lutte contre la bureaucratie ouvrière...

Pour débattre de ses apports au marxisme, l'Association Alfred-Rosmer organise ce vendredi 2 octobre un débat. Norbert Holcblat y présentera l'apport d'Ernest Mandel à la théorie économique marxiste, Michel Husson analysera la théorie des ondes longues et la situation économique actuelle, et Catherine Samary traitera de sa conception de la transition au socialisme.

Jan Malewski

1 – Coédition Éditions Syllepse, M éditeur (Québec) et Formation Léon Lesoil (Bruxelles), 2014, 25 euros.

2 – Le vendredi 2 octobre à 19h30 à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris, métro : Alexandre Dumas (ligne 2) ou Charonne (ligne 9). La discussion sera suivie d'un pot. DR

l'Anticapitaliste la revue

Le n°69 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste

2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

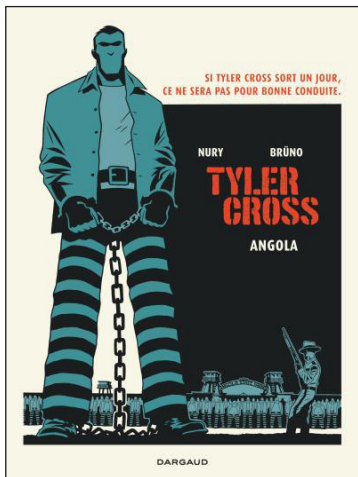


BD

Tyler Cross T2 – Angola, scénario de Fabien Nury et dessin de Brûno

Dargaud, 2015, 17 euros

La BD choc de la rentrée ! Une histoire pure et dure de gangster, d'évasion, de trahison, de meurtre et de vengeance implacable durant les années 50 dans le sud des USA. Après avoir échappé difficilement à la mafia (T1 – Black Rock), Tyler Cross coule des jours paisibles avec sa « chica » dans une maison mexicaine sur une plage de Baja California. Un vieil « ami » le sollicite pour une arnaque facile à l'assurance au profit d'un riche bijoutier de La Nouvelle-Orléans. Tyler est accompagné d'Iris, une brune qui joue le rôle de chauffeuse, et de Neville, un perceur de coffre. Le braquage ne se déroule pas du tout comme prévu, le coffre est vide, Neville y laisse la peau et Iris joue la fille de l'air. Tyler Cross est arrêté et conduit à Angola State Farms, le sinistre pénitencier de Louisiane. À son arrivée, le gangster fait la connaissance du capitaine Kroeker, directeur de l'établissement, qui prône une discipline rude et



impitoyable. Kroeker est flanqué de la plus perverse des épouses qui contribue beaucoup au taux de mortalité de la prison par des corvées de poubelle très spéciales. En fait, l'établissement est un véritable camp de concentration où on exploite les prisonniers au profit de la mafia. « Angola est une entreprise.

Son unique raison d'être est de rapporter de l'argent, et à cet égard, c'est une entreprise modèle » (page 39). Tyler découvre d'ailleurs que le clan mafieux Scarfo a tout fait pour le faire venir et qu'il compte bien l'éliminer sur place. Dès lors, Tyler n'a pas le choix, il va devoir trouver des complices dans la place et tout faire pour s'évader puis se venger. Le scénario est taillé au cordeau, la trahison guette Tyler Cross à chaque page. Nul mieux que Fabien Nury (auteur d'une série sur l'Occupation *Il était une fois en France* et d'un *Staline*) sait composer la psychologie de personnages dont la déveine, la brutalité ou l'amoralité ahurit. Juges, avocats, flics, tous sont corrompus et la lumière ne viendra finalement que du courage d'une mère noire. Brûno, le dessinateur, millimètre les cases pour mieux les distordre, les exploser et enflammer. On entendrait presque la bande son. Une belle réussite jubilatoire ! **Sylvain Chardon**

Exposition

HEY! modern art & pop culture/ACT III

Jusqu'au 13 mars 2016 à la Halle Saint-Pierre (Paris 18^e)

Acte III d'une belle exposition de peintres et sculpteurs outsiders des circuits convenus de l'art : du « low-brown » américain, « pop surréaliste » critique issu des comics, à la bande dessinée, de l'art brut au tatouage... Des artistes connus (parfois involontairement) ou inconnus (parfois volontairement), souvent jamais exposés en France, venant de tous les horizons... D'Amérique, Rey Abeyta – culture populaire, Fred Stonehouse – illustration, Richard Corben – BD, Marion Peck – peinture surréaliste, mais aussi du Japon : Hiroshi Hirakawa – estampes Edo revisitées, ou Norimitsu Kokubo – graffitis obsessionnels de paysages urbains, d'Argentine, de Corée, etc. L'occasion aussi de (re)découvrir des artistes français plus proches de l'art brut tels Dado récemment exposé, Francis Marshall et les trésors cachés de la Fabuloserie créée à l'origine par Bourbonnais pour sauver les œuvres « Hors Normes » léguées par Dubuffet. Une bonne place est laissée à la sculpture : des céramiques « classiques » de Claire Partington aux singulières poupées de Ludovic Levasseur ou aux drôles de machines de Joël Negri. Mais sous les délires formels, les supports sont assez sages, certaines œuvres suintent même de références classiques : on y trouve en vrac du Brueghel, de l'Arcimboldo, du Max Ernst...

Plus que dans la critique (parfois) revendiquée de la société de consommation ou de l'institution artistique et de ses canons, la subversion vient d'ailleurs, du positionnement social de l'artiste, souvent en marge des



circuits conventionnels de l'art. Une œuvre de liberté (conditionnelle) à découvrir, souvent euphorisante, parfois sarcastique ou angoissante, Acte III d'une exposition sur le sujet proposée par Anne et Julien, à qui

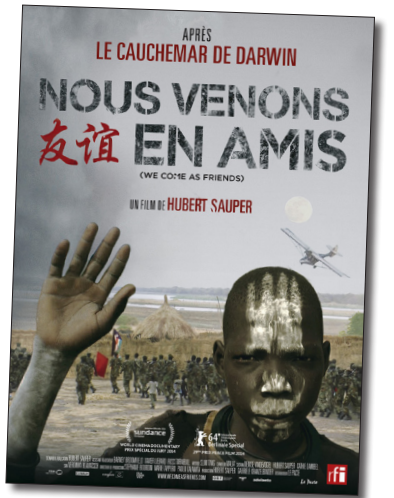
l'on doit les récentes expositions *Moebius/Miyazaki* et *Tatoueurs/Tatoués*, et fondateurs de la revue bilingue éponyme *HEY!* qui publie ces artistes issus de la contre-culture. **Ugo Clerico**

Cinéma

Nous venons en amis, de Hubert Sauper

Sortie le mercredi 16 septembre

« Nous venons en amis », c'est la phrase de tous les colonisateurs pour amadouer celui qu'ils se préparent à dominer. Le film se déroule au Soudan autour de 2011, lorsque, après des années d'une guerre épouvantable, le Sud accède à l'indépendance. Il montre que les espoirs vont être vite déçus. Les « amis » du Soudan, ce sont au premier chef les Chinois et les Américains, attirés par les richesses naturelles du pays, en premier lieu le pétrole, mais aussi la terre. Ainsi, ils prennent la succession des différentes puissances qui ont découpé l'Afrique. Hubert Sauper (qui avait auparavant réalisé le *Cauchemar de Darwin* où il dressait un tableau de l'exploitation du lac Victoria) a parcouru le pays à bord d'un petit avion. Les Chinois qui exploitent le pétrole vivent comme sur une planète étrangère. Les fonctionnaires de l'ONU sont d'une profonde naïveté. Un missionnaire américain n'hésite pas à déclarer que Dieu s'exprime par sa bouche. Un ambassadeur américain inaugure en grande pompe une centrale électrique. Un dirigeant du Sud-Soudan se déclare prêt à faire des baux à long terme de vastes étendues de terres. Les militaires se préparent aux prochains conflits, qui ont effectivement éclaté (d'abord une guerre entre Sud et Nord pour le pétrole, puis une guerre civile au Sud, toujours en cours...). Les paysans sont expulsés de leurs terres et victimes des eaux polluées. Mais les séquences se succèdent sans, parfois, que l'on comprenne bien où l'on est (au Nord ou dans le nouvel État du Sud), ainsi que l'arrière-plan exact des situations, au-delà de l'idée (juste) que l'Afrique subit depuis plus d'un siècle des impérialismes rivaux qui corrompent les dirigeants des différents États. **Henri Wilno**



la-breche.com



Présentation et débat autour du livre *L'Empire des hygiénistes* d'Olivier Le Cour Grandmaison, en présence de l'auteur

Vendredi 2 octobre à partir de 18 h 30 à la librairie La Brèche

Le dernier ouvrage d'Olivier Le Cour Grandmaison nous fait découvrir une nouvelle page barbare de l'histoire du colonialisme, perpétré notamment par l'État français. À l'origine, une situation évoquée par ce constat d'un médecin en 1888 : « Dans certaines localités de la zone intertropicale, l'histoire de la colonisation n'est en effet qu'une longue chronologie de désastres lamentables : des milliers d'hommes y ont succombé tout à tour, tristes victimes de l'ignorance des lois de l'hygiène et du choix judicieux des établissements ». Cette hécatombe ralentit la colonisation vantée même par Victor Hugo : « Allez... emparez-vous de cette terre. Prenez-la. À qui ? À personne... Versez votre trop-plein dans cette Afrique et, du même coup, résolvez vos questions sociales, changez vos prolétaires en propriétaires.. Faites des routes, faites des ports, faites des villes : croissez, colonisez ». Pour surmonter les désastres engendrés par le climat, la pollution des eaux, les maladies tropicales, de nombreux praticiens vont travailler à développer une « hygiène exotique » faite de contrôle et d'adaptation de l'alimentation et des boissons, de gestion de la sexualité interraciale, du développement d'un habitat, l'ensemble assis sur une division raciale du travail et le maintien de l'esclavage domestique. Le travail d'Olivier Le Cour Grandmaison dévoile avec précision cette histoire en analysant enjeux et conséquences de ces pratiques. Une rencontre à ne pas rater donc.

LIBRAIRIE LA BRÈCHE

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

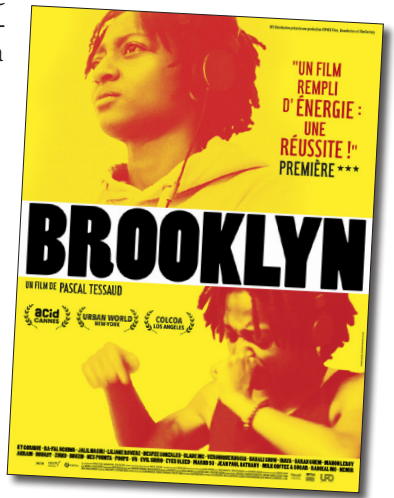
contact@la-breche.com

Brooklyn, de Pascal Tessaud

Avec KT Gorique, Rafal Uchiwa et Jalil Naciri.

Sortie le mercredi 23 septembre

Un petit film, et premier film, tourné essentiellement à Saint-Denis. Pour ceux qui connaissent la ville, chaque plan renvoie à un quartier. Le réalisateur qui avait très peu de moyens a fait de cette ville son décor. Ce qui ne veut pas dire que ce film soit « de Saint-Denis ». Il est posé à Saint-Denis. Le scénario est léger, pas très bien ficelé. Une jeune rappeuse, jouée par KT Gorique dans son propre rôle, qui a débuté en Suisse, vient tenter sa chance en banlieue parisienne. Un piaule chez une vieille dame (Liliane Rovère), un boulot dans une association où elle fait les ménages, un studio d'enregistrement à portée. Les personnages sont trop souvent caricaturaux et l'ensemble fait un peu trop amateur. Mais KT Gorique emporte la décision par sa présence, son énergie, la qualité de ses textes et de son flow. La prise de vue accompagne la bande son dans une succession de portraits, de corps en mouvement. À noter la très belle séquence de fuite, la nuit, faite caméra à l'épaule. On sort de là heureux, emporté, conquis. **Jean-Marc Bourquin**





l'Anticapitaliste | Libre expression



DEA / UNITÉ POPULAIRE
« Une victoire à la Pyrrhus »

C'est une victoire à la Pyrrhus. Le gouvernement de Tsipras va être obligé de mettre en œuvre immédiatement les « réformes » anti-ouvrières, anti-populaires du nouveau mémorandum dès octobre. Le démantèlement du système de sécurité sociale, une hausse des impôts [TVA, impôt sur le logement, impôt direct, etc.] sans précédent frappant les classes populaires et une vague massive de privatisations sont à venir. Les promesses mensongères portant sur la recherche de contreparties qui permettraient de protéger les pauvres contre les conséquences des politiques dictées par le mémorandum ont été utiles au cours de la campagne électorale. Toutefois, elles sont maintenant en train de s'évanouir.

Contre l'« unité nationale », les luttes d'en bas
À ce stade, le groupe dirigeant autour d'Alexis Tsipras devra faire face à la réalité – ils devront s'affronter au contenu de l'accord qu'ils ont signé. Voilà pourquoi – malgré toute l'insistance sur leur capacité à former un gouvernement « stable » avec les Grecs indépendants [Anel] comme partenaire junior – ce groupe dirigeant a déjà ouvert la voie à une alliance à venir avec le Pasok et des scénarios pour un gouvernement encore plus large d'« unité nationale », impliquant la Nouvelle Démocratie, ne sont pas écartés. Face à cette perspective, notre seule réponse possible est la lutte depuis en bas : grèves, manifestations, occupations et plus, pour défendre les droits des travailleurs et les droits sociaux. Afin de fissurer l'image du gouvernement Syriza comme disposant d'une légitimité populaire, fruit du résultat électoral du 20 septembre, ces luttes doivent être appuyées de manière décidée par l'ensemble des militants de la gauche. L'expérience récente nous a démontré que, pour que de telles luttes puissent s'affirmer, elles ont besoin d'une expression politique. Elles doivent se coaguler autour d'un courant politique qui vise à organiser une mise en question de l'austérité. Dans cette perspective, des tâches particulières incombent aux secteurs de la gauche qui ont résisté et se sont opposés aux manœuvres de Tsipras.

Les raisons d'une défaite
Une grande partie de cette responsabilité repose sur les épaules de

Grèce : et maintenant ?

Tribune. Dimanche 20 septembre, Syriza remportait les élections pour la Vouli, l'assemblée grecque, et trois jours plus tard, un « nouveau » gouvernement Syriza-Anel, dans la droite ligne du précédent, prêtait serment par la voix de Tsipras. Sa feuille de route des prochaines semaines est connue : l'application du troisième mémorandum. Dans ce contexte, quelles perspectives pour la gauche radicale ? Nous ouvrons nos colonnes à **DEA** (Gauche ouvrière internationaliste), membre de l'Unité populaire, et à l'**OKDE-Spartakos**, membre de Antarsya.



L'Unité populaire – le front politique créé par une grande partie de l'aile gauche de Syriza et par des organisations et des militants de la gauche anticapitaliste. L'Unité populaire a subi une défaite électorale le 20 septembre. Il a obtenu 2,86% des suffrages. Pour seulement un petit nombre de voix, il n'a pas réussi à atteindre le seuil de 3% lui permettant d'avoir des représentants au Parlement. Il y a des raisons objectives à cette défaite. Nous avons eu seulement un mois pour créer une nouvelle formation politique et organiser une campagne électorale sur le plan national, sans aucune ressource matérielle pour la lancer. Les risques d'un échec étaient grands depuis le début. Mais il y a des raisons subjectives à cette défaite, des erreurs politiques importantes. Face à la pression de nos adversaires politiques, qui ont fait valoir que la soumission aux instances européennes était inéluctable, nous avons trop insisté sur la sortie de la zone euro. Cet élément nécessaire de notre argumentation générale a été accentué et de ce fait placé au-dessus d'un programme plus général visant à organiser un mouvement unifié de classe unie contre l'austérité et inséré dans un programme anticapitaliste visant une émancipation socialiste. Ce fut donc un cadeau à Tsipras et aux médias, qui ont saisi chaque occasion pour nous calomnier comme étant la « la gauche de la drachme ».

L'Unité populaire continue
Malgré tout cela, l'Unité populaire a reçu le suffrage de 152 000 électeurs. L'UP a déjà rallié une couche organisée de milliers de militants et de cadres expérimentés du mouvement ouvrier et de la gauche politique. Cela nous donne la force, malgré la perte de la première bataille, de livrer celles de la guerre à venir. Bien sûr, pour que cela se produise, nous devons résoudre, d'une manière efficace et démocratique, toutes les questions organisationnelles, politiques et programmatiques concernant l'Unité populaire, questions qui ont été naturellement laissées de côté durant la brève période précédant les élections.

(Extraits de la déclaration du lundi 21 septembre 2015. Traduction de À l'Encontre à partir du grec et de l'anglais. Interitres de la rédaction)



OKDE-SPARTAKOS / ANTARSYA
« Changer réellement le rapport de forces »

Si le résultat des élections de janvier exprimait l'espoir (et aussi les illusions) de la classe ouvrière de se débarrasser du mémorandum et de l'austérité par la voie électorale et « un gouvernement de la gauche », les mêmes résultats aux élections du 20 septembre ont un sens bien différent. La victoire et l'affaiblissement très limité de Syriza, quelques semaines après avoir imposé le troisième mémorandum, montre qu'une grande partie des travailleurs pensent que pour le moment il n'y avait pas d'alternative.

Cette gauche au pouvoir pour appliquer l'austérité
Les quartiers ouvriers ont voté encore une fois massivement pour Syriza. Ce n'est pas tant les promesses médiocres et les excuses vagues de Syriza qui les ont persuadés, que leur haine pour la droite, le Pasok et les anciens gouvernements pro-mémorandum. Mais cette haine, bien compréhensible, n'est pas suffisante pour rendre optimistes ces résultats électoraux. La comparaison formelle des pourcentages de la gauche et de la droite penche pour la première, mais cela a peu d'importance au vu du fait que c'est cette gauche au gouvernement qui prend le mandat d'appliquer, en collaboration avec le petit parti de la droite nationaliste Anel, un programme d'austérité et des réformes dans l'intérêt du capital grec et européen. Le pourcentage important d'abstention exprime surtout la désorientation et le désespoir. Mais en même temps, il montre que l'acceptation du mémorandum comme un mal inévitable est, à un certain degré, une fiction. Les faibles attentes concernant les élections ne sont pas forcément une mauvaise chose.

Antarsya, une campagne claire et positive
La question centrale que montrent

ces élections est que tout un courant social, qui a lutté pendant des années, a renversé des gouvernements et inversé le rapport de forces politiques, se trouve aujourd'hui rangé derrière la direction de Tsipras et de Syriza. Cette orientation le rend passif et conservateur. La gauche hors Syriza a sa part de responsabilité, à cause de son insuffisance et de ses erreurs. La responsabilité centrale en revient à l'opposition qui, jusqu'à récemment, était dans Syriza, et à tous les courants qui le soutenaient d'une façon « critique » ou « tactique », livrant en réalité ce courant à Tsipras. Antarsya est une des rares forces du spectre qui a augmenté son influence en chiffres absolus. Son pourcentage est décent, bien qu'inférieur à sa présence au niveau de la lutte des classes et des nécessités. La campagne électorale et la collaboration avec EEK (organisation trotskiste) peuvent être considérées comme positives. Et malgré quelques contradictions, nous avons avancé dans une direction bien plus claire et anticapitaliste qu'en janvier dernier. Le choix d'Antarsya de ne pas collaborer avec l'Unité populaire était correct, comme on l'a vu avec leur campagne. La relance de discussions, déjà dépassées, concernant de possibles convergences programmatiques et électorales, ne nous apportera rien, sinon des pressions vers une adaptation droitière d'Antarsya.

Unité contre les nouvelles mesures
Au contraire, une unité large du mouvement et sur des axes concrets contre les nouvelles mesures, s'appuyant sur des comités et la coordination de toutes les forces en lutte, avec la gauche anticapitaliste jouant un rôle central, hors du Parlement, dans la rue et sur les lieux de travail, est ce qui peut réellement changer le rapport de forces politique et social. Malgré le bilan de ces élections, ce rapport des forces peut rapidement changer parce que le système est instable. L'heure du véritable soulèvement (en grec Antarsya – NDLR) approche.
(Déclaration du bureau politique. Titre et interitres de la rédaction)

Vu ailleurs

basta! MODERNITÉ ET ÉVASION FISCALE.
www.bastamag.net Le service de véhicules avec chauffeurs Uber fait

beaucoup parler de lui pour ses conflits avec les taxis et la justice. Le site de location touristique chez les particuliers Airbnb est de son côté en délicatesse avec les hôteliers. Mais, au-delà de la distorsion de concurrence que génèrent ces nouveaux business, savez-vous où part l'argent que vous dépensez quand vous réservez un chauffeur ou quand vous achetez un bien vendu aux enchères en ligne ? [...] Comme les quatre géants du numérique (Amazon, Apple, Facebook, Google), ces nouvelles entreprises ont la fâcheuse tendance à tout faire pour ne pas payer ce qu'elles doivent à la société. [...] Amazon, par exemple, ne paie que 0,5 % d'impôt sur son chiffre d'affaires hors des États-Unis. [...] Et les autres font pareil. Hors des États-Unis, Google ne paie que 2,2 % d'impôt sur son chiffre d'affaires, Facebook 1,5 % et Apple 1 %. Un modèle que reproduisent les nouvelles stars de la soi-disant « économie du partage ». [...] Airbnb les a imités. Le service de location touristique chez des particuliers, qui revendique 40 millions d'utilisateurs, a lui aussi opté pour Dublin pour son siège européen. Comme l'indiquent ses conditions générales d'utilisation, tous les contrats passés hors des États-Unis se font avec l'entreprise irlandaise. [...] Uber conduit votre argent des Pays-Bas aux Bermudes. L'entreprise qui met en relation chauffeurs et clients a aussi une filiale aux Pays-Bas. C'est d'ailleurs à celle-ci qu'Uber renvoie sur son site en français. En fait, Uber possède au moins sept filiales néerlandaises ! [...] Une autre de ses filiales (Uber International CV), se trouve non pas à Amsterdam mais à Hamilton, la capitale... des Bermudes. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la valorisation en bourse de ces entreprises dépassent celles de gros groupes industriels.

«Uber, Airbnb, Ebay... : la pseudo "économie du partage" planque ses bénéfices dans les paradis fiscaux», Rachel Knaebel, *Bastamag*, 21 septembre 2015

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	☐ 6 mois 28 € ☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €	
Mensuel	☐ 6 mois 22 € ☐ 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 € ☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 € ☐ 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	Hebdo
☐ 14 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre
☐ 25 € par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR432Z254755

Date : Signature obligatoire :

www.npa2009.org